

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1297

1^{er} juin 2013

SOMMAIRE

AMAC Luxembourg S.A.	62214	Folia S.A.	62212
Annen Plus S.A.	62210	GLI Golden Leaf Invest 2. Lux S.à r.l.	62210
Arts Vivants a.s.b.l.	62254	Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxem-	
Bakarenea Property S.A.	62214	bourg S.A.	62240
Blackstone Healthcare Europe II S.à r.l.		Hoban Invest S.A.	62212
.....	62256	Labelle S.A.	62213
BMHRE 1	62217	Novenergia Holding Company S.A.	62211
BMHRE 4	62216	Nucco 2 S.à r.l.	62226
BMHRE 7	62218	Optimoiil Technologies S.A.	62256
BNP Paribas	62216	Partim International SPF S.A.	62212
Central European Airport Services S.A.		P.Invest S.A.	62210
.....	62214	Polaris Capital Management S.à r.l.	62235
Central Optics S.A.	62214	Promoconsult Real Estate S.A.	62211
Charterhouse TVC	62237	Schneider Management S.à r.l.	62256
Chi-Square S.à r.l.	62235	Smiths Finance Luxembourg S.à r.l.	62210
City Parking Group Holdings S.A.	62217	Smiths Finance Luxembourg S.à r.l.	62213
City Parking Group Holdings S.A.	62217	Smiths Finance Luxembourg S.à r.l.	62213
CNA Lux S.à r.l.	62216	Société luxembourgeoise de Leasing BIL-	
Compagnie Française d'Assurance pour le		LEASE	62211
Commerce Extérieur, succursale au Lu-		StarTeq Holding S.A.	62219
xembourg	62215	SUCCESSUS Beteiligungsgesellschaft	
Drumann Investments S.à r.l.	62215	S.à r.l.	62211
Dry 4 S.à r.l.	62215	Tarvan Assur S.A.	62210
Espirito Santo International S.A.	62215	Vicon S.A.	62218
Europe Entertainment Holdings S.à r.l. ..	62216	Viehverwertungszentrale für das Gross-	
Fifth Ave Participations, S.à r.l.	62218	herzogtum Luxemburg	62217
Financière du Benelux S.A.	62218	Xchanging Finance S.à r.l.	62213

P.Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-9964 Huldange, 2, rue de Stavelot.

R.C.S. Luxembourg B 174.188.

Suite à une erreur matérielle, les statuts coordonnés rectifiés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, et remplacent les statuts coordonnés précédemment déposés en date du 7 mars 2013 sous la référence L130039684.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2013.

Léonie Grethen.

Référence de publication: 2013048072/12.

(130058313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Annen Plus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6850 Manternach, route de Schoreshof.

R.C.S. Luxembourg B 143.953.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2013048312/11.

(130058368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Tarvan Assur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.585.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049479/9.

(130060372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Smiths Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.379.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 30 octobre 2012, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 novembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013048350/13.

(130058379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

GLI Golden Leaf Invest 2. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 173.077.

Je soussigné Monsieur Reinliard KRAFFT, gérant de la société GLI Golden Leaf Invest 2 Lux S.à r.l. déclare être domicilié au L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse et non au L-1150 Luxembourg, 291, route de Luxembourg.

Luxembourg, le 17 AVR. 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013049893/9.

(130060781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

SUCCESSUS Beteiligungsgesellschaft S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 165.010.

Je soussigné Monsieur Reinhard KRAFFT, gérant de la société SUCCESSUS Beteiligungsgesellschaft S.à r.l. déclare être domicilié au L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse et non au L-1150 Luxembourg, 291, route de Luxembourg, Luxembourg, le 17 AVR. 2013. Signature.

Référence de publication: 2013050205/9.

(130060782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Promoconsult Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2610 Howald, 226, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 165.135.

Par la présente, je vous informe de ma décision de démissionner avec effet immédiat de ma fonction d'administrateur Luxembourg, le 18 avril 2013. André Schockweiler.

Référence de publication: 2013050353/9.

(130061139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Société luxembourgeoise de Leasing BIL-LEASE, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 136, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 38.718.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 30 janvier 2013

Présents; M. Marcel LEYERS, président et administrateur-délégué

MM. Tom LESSEL, Guy OSWALD, Nico PICARD, Raoul STEFANETTI, membres

Mme Charlotte LIES, directeur

7.3. Réviseur externe

- La société Ernst & Young SA, dont le siège social est établi 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2 à L-5365 Munsbach, est désignée comme réviseur externe pour l'exercice 2013.

Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2014.

Luxembourg, le 30 janvier 2013.

Marcel LEYERS / Charlotte LIES

Administrateur-délégué / Directeur

Référence de publication: 2013050171/18.

(130061113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Novenergia Holding Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 172.582.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil de surveillance tenue au siège social à Luxembourg, le 15 avril 2013

Monsieur Jeannot KRECKÉ, administrateur de sociétés, né le 26.04.1950 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 92, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Monsieur Georges GUDENBURG, avocat, né le 24.11.1964 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, et Monsieur Giorgio VIGNOLLE, né le 12.09.1958 à Belluno (Italie), avec adresse professionnelle au 2, rue J.P. Beicht, L-1226 Luxembourg, sont nommés nouveaux membres du Directoire.

Le siège social de la société est transféré au 21, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

NOVENERGIA HOLDING COMPANY S.A.

Henri BAGUENIER

Administrateur

Référence de publication: 2013050067/18.

(130061037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Partim International SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 41.358.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 8 avril 2013

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Jérémy Lequeux, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2013.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013050109/18.

(130061165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Folia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 154.259.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique tenue de manière extraordinaire au siège social le 09 avril 2013:

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, de son poste d'administrateur, avec effet immédiat de:

- Monsieur Domenico Cogliandro, né le 12 février 1979 à Moyeuvre-Grande, France, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2015:

- Monsieur Mike Abreu Pais, né le 09 Janvier 1981 à Luxembourg, Luxembourg, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FOLIA S.A.

Référence de publication: 2013049864/18.

(130060788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Hoban Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 126.813.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 05 avril 2013

Les Administrateurs et Commissaire sortant sont réélus jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en 2018.

Administrateurs:

- Monsieur Michel REYNDERS, demeurant à 76, route de Luxembourg, L-4972 Dippach.

- Monsieur Pierre Goffinet, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

- Monsieur Dominique FONTAINE, demeurant à 78, rue du Castel, B-6700 Arlon.

Commissaire:

STRATEGO INTERNATIONAL S.à r.l., avec son siège social au 370, route de Longwy L-1940 Luxembourg.

Pour extrait conforme

D. FONTAINE

Administrateur

Référence de publication: 2013049920/18.

(130061074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Smiths Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.379.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 octobre 2012, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 novembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013048351/13.

(130058381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Smiths Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 21, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 142.379.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 31 octobre 2012, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 novembre 2012.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013048352/13.

(130058383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Labelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 92.244.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2013049302/12.

(130060415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Xchanging Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 171.504.

Extrait de la lettre de démission du 16 avril 2013

En date du 16 avril 2013, Monsieur Julien BASTIER, a démissionné en tant que gérant de classe B de la société Xchanging Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue du Kiem, L-1857 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171504, et ce avec effet au 16 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 16 avril 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013049533/16.

(130060374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Bakarenea Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.032.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 12 avril 2013

1. La démission de Madame Séverine Desnos avec effet au 11 avril 2013.
2. L'assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire:
 - Monsieur Frédéric Depireux, demeurant professionnellement au 18 rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg, avec effet au 12 avril 2013.

Le nouvel administrateur terminera le mandat de son prédécesseur, mandat qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013049659/15.

(130061465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

AMAC Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.293.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 30 octobre 2012

L'assemblée générale décide de révoquer le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Mohammed Chakroun, comptable, demeurant à 16, rue Pierre Matheussens B-1140 Bruxelles (Belgique). En remplacement, la Fiduciaire CH International (Luxembourg) sàrl, ayant son siège au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg (Luxembourg) et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B111687, est nommée nouveau commissaire aux comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049631/14.

(130060847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Central European Airport Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 158.879.

Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la société en date du 28 mars 2013:

Radaslaw Pawlowski ayant pour adresse ul. Orłowskiego 61, 04-830 Warsaw, Pologne est nommé administrateur de classe B avec effet au 2 avril 2013 jusqu'à la tenue de l'assemblée général de 2016.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013049702/13.

(130060645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Central Optics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 19, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 152.157.

Il est pris acte du changement de dénomination sociale de l'un des administrateurs, à savoir (anciennement) ALESSANDRO 1313, portant désormais la dénomination sociale SENSEE.

Les autres informations concernant cet administrateur restent inchangées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013049579/12.

(130060504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Espirito Santo International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 13.091.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social de la Société le 11 mars 2013 que la Société a transféré son siège social du 21/25, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 22/24, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec effet au 25 mars 2013.

Pour extrait conforme
SG AUDIT S.à r.l.

Référence de publication: 2013049820/12.

(130061200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Drumann Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 137.244.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg que le siège social de Drumann Investments S.à r.l. a été transféré avec effet immédiat à l'adresse suivante:

L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2013.

Pour Drumann Investments S.à r.l.

Référence de publication: 2013049788/13.

(130060593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Dry 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 170.150.

Extrait des résolutions du conseil de gérance de la Société prises le 15 avril 2013

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 65, boulevard Grand-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg au 26A, boulevard Royal L-2449 Luxembourg avec effet au 15 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dry 4 Sàrl
Szymon DEC
Gérant

Référence de publication: 2013049763/14.

(130060693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur, succursale au Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-8399 Windhof (Koerich), 2, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 141.066.

EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (Coface) société anonyme a pris les résolutions suivantes:

Monsieur Cazes n'a plus le pouvoir d'engager la société.

La nomination de Monsieur Jean-Marc Pillu, né le 9 mars 1955 à Paris (France), et domicilié professionnellement à 12 Cours Michelet, La Défense 10, 92800 Puteaux, France aux fonctions de Directeur Général ayant le pouvoir d'engager la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049709/15.

(130060728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

BMHRE 4, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 142.556.

Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 30.10.2012

Der Rücktritt von Herrn Alain Baustert von seinem Mandat als Verwaltungsrat wurde mit Wirkung 22.10.2012 angenommen.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden gewählt, Ihre Mandate enden anlässlich der ordentlichen Generalversammlung welche über das Geschäftsjahre 2014 zu beschließen hat:

- Herr Marcus Koster, Bauingenieur, wohnhaft in D-54318 Mertesdorf, Rieslingweg 19
- Herr Dominik Müller, Betriebswirt, wohnhaft in L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade

Unterschriften.

Référence de publication: 2013049683/15.

(130061267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Europe Entertainment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 175.332.

Extrait du contrat libellé Share Purchase Agreement, date le 10 avril 2013 ayant pour objet de transférer une part sociale de Tribeca Services, LLC à M. Roel SCHRIJEN, né le 30 juin 1973 à Sittard, Pays-Bas, avec adresse professionnelle à 6B route de Trèves, Batiment B, L-2633 Senningerberg, de manière que Tribeca Services, LLC détient désormais 12,499 parts sociales et M. Roel SCHRIJEN détient une seule part sociale.

Signé à Senningerberg, le 10 avril 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013049796/14.

(130060531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

CNA Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 9, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 67.167.

- L'adresse de Monsieur Jacques-Bernard DE JONGH, gérant unique de la Société, est désormais la suivante:
6 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 avril 2013.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013049738/13.

(130061261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

BNP Paribas, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 23.968.

je vous informe de ma démission quant à ma qualité de Représentant Permanent de BNP Paribas, Succursale de Luxembourg, à compter du 30 avril 2013.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Eric Martin / Nicolas ...

Représentant Permanent / -

Référence de publication: 2013049576/12.

(130060292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Viehverwertungszentrale für das Grossherzogtum Luxemburg, Société Coopérative.

Siège social: L-2265 Luxembourg, 1, rue de la Toison d'Or.
R.C.S. Luxembourg B 6.114.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

ACA - Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2013049518/12.

(130060382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

City Parking Group Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 76.515.

Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la société en date du 28 mars 2013:

Radaslaw Pawlowski ayant pour adresse ul. Orłowskiego 61, 04-830 Warsaw, Pologne est nommé administrateur de classe B avec effet au 2 avril 2013 jusqu'à la tenue de l'assemblée général de 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013049704/13.

(130060644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

City Parking Group Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 76.515.

Rectificatif concernant le dépôt n°L130060644 du 18/04/2013

Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique de la société en date du 28 mars 2013:

Radoslaw Pawlowski ayant pour adresse ul. Orłowskiego 61, 04-830 Warsaw, Pologne est nommé administrateur de classe B avec effet au 2 avril 2013 jusqu'à la tenue de l'assemblée général de 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013049705/14.

(130061132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

BMHRE 1, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 142.552.

Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 30.10.2012

Der Rücktritt von Herrn Alain Baustert von seinem Mandat als Verwaltungsrat wurde mit Wirkung 22.10.2012 angenommen.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden gewählt, Ihre Mandate enden anlässlich der ordentlichen Generalversammlung welche über das Geschäftsjahre 2014 zu beschließen hat:

- Herr Marcus Koster, Bauingenieur, wohnhaft in D-54318 Mertesdorf, Rieslingweg 19
- Herr Dominik Müller, Betriebswirt, wohnhaft in L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade

Unterschriften.

Référence de publication: 2013049680/15.

(130061270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

BMHRE 7, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 142.551.

—
Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 30.10.2012

Der Rücktritt von Herrn Alain Baustert von seinem Mandat als Verwaltungsrat wurde mit Wirkung 22.10.2012 angenommen.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden gewählt, Ihre Mandate enden anlässlich der ordentlichen Generalversammlung welche über das Geschäftsjahre 2014 zu beschließen hat:

- Herr Marcus Koster, Bauingenieur, wohnhaft in D-54318 Mertesdorf, Rieslingweg 19
- Herr Dominik Müller, Betriebswirt, wohnhaft in L-6725 Grevenmacher, 3, rue du Stade

Unterschriften.

Référence de publication: 2013049686/15.

(130061264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Fifth Ave Participations, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2336 Luxembourg, 6, Montée Pilate.
R.C.S. Luxembourg B 135.043.

—
Extrait des résolutions prises par les associés de la société

Les associés de la société acceptent la démission de Stéphane Charlier en tant que gérant de la société avec effet immédiat.

Les associés de la société décident de nommer en tant que gérant, avec effet au 12 mars 2013 et pour une durée indéterminée:

- Julian Witold Korek, né le 06 décembre 1952 à Londres, Grande Bretagne, avec adresse professionnelle à One London Wall, Level 10, London, EC2Y 5HB

Référence de publication: 2013049853/14.

(130061209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Financière du Benelux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 26.813.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 02 avril 2013

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de COSAFIN S.A., avec effet au 02 Avril 2013.

Le Conseil d'Administration nomme Monsieur Noël DIDIER né le 1^{er} août 1953 à Bastogne (Belgique) et domicilié 1 rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg poste d'administrateur et de Président.

Pour extrait
FIDUPAR

Référence de publication: 2013049854/13.

(130060799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Vicon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 152.518.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/04/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013049517/12.

(130060511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

StarTeq Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.048.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE TRENTE AVRIL.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

- Monsieur Stanislas PONIATOWSKI, né le 21 mai 1952 à Boulogne-Billancourt (F), demeurant à 104, El Majal, Annakhil Nord, 40000 Marrakech (Maroc),

ici représenté par Monsieur Xavier MANGIULLO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 26 avril 2013.

La prédite procuration, paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «StarTeq Holding S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique de à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts, avances ou garanties.

En outre, la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 200.000,- (deux cent mille euros) représenté par 200.000 (deux cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives ou choix de l'actionnaire.

Le capital autorisé est fixé à EUR 2.000.000,- (deux millions d'euros), représenté par 2.000.000 (deux millions) d'actions d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le Conseil d'Administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 30 avril 2018, à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration, être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission à libérer totalement ou partiellement en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société ou même, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, pour le cas où l'assemblée ayant décidé ces reports, réserves ou primes, l'a prévu, ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Le mandat entre administrateurs étant admis, un administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique,

ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs,

ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.

La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée Générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième vendredi du mois de juin de chaque année à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Paiement

Les actions ont été souscrites comme suit:

M. Stanislas PONIATOWSKI, précité	200.000 actions
Total:	200.000 actions

Toutes les actions ont été libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 200.000,- (deux cent mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant par certificat bancaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.620,-.

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à TROIS et celui des commissaires à UN.
2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Stanislas PONIATOWSKI, entrepreneur, né le 21/05/1952 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant à 104, El Majal, Annakhil Nord, 40000 Marrakech (Maroc),
 - Monsieur Francesco D'AMICO, né le 9 mars 1968 à Milazzo, Italie, demeurant professionnellement au Stockerstrasse 23, CH-8027 Zurich,
 - Monsieur Jean-Benoît LACHAISE, né le 16 avril 1965 à Villers-Semeuse, France, résident professionnellement au 84, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.
3. La société FINSEV S.A. avec siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, R.C.S. Luxembourg B 103.749, est appelée aux fonctions de Commissaire aux Comptes.
4. Le siège de la société est fixé au 5, avenue Gaston Diderich à L-1420 Luxembourg.
5. Le mandat des administrateurs se terminera lors de l'assemblée générale annuelle à tenir en l'an 2019.
6. Le mandat du commissaire aux comptes se terminera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2019.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la traduction anglaise de l'acte qui précède:

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN, ON THE THIRTIETH DAY OF APRIL.

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert.

There appeared:

- Mr. Stanislas PONIATOWSKI, born on the 21st of May 1952 in Boulogne-Billancourt (F), residing in 104, El Majal, Annakhil Nord, 40000 Marrakech (Maroc),

represented by Mr Xavier MANGIULLO, employee, residing professionally in L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich,

by virtue of a proxy dated 26th of April, 2013.

The proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of a joint stock company to be incorporated.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. A joint stock company is herewith formed under the name of "StarTeq Holding S.A.".

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors or of the sole director.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors or of the sole director. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the Company is the acquisition of holdings, in any form whatsoever, in all types of other companies both in Luxembourg and abroad, the acquisition of all types of rights and titles, by means of shares, contributions or subscriptions, bought deals or purchase options, or in any other way and, inter alia, the acquisition of patents and licences and the management and exploitation thereof, as well as all and any operations directly or indirectly linked to the said object.

The company may furthermore realize all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, sale, management and development, in whatever form of any real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow or grant short or long-term loans, advances or guarantees to the companies in which it has a holding or in which it has a direct or indirect interest.

The Company may also carry out all types of commercial, financial, property or securities operations linked directly or indirectly to the said object or which may facilitate the realisation thereof.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 200,000.- (two hundred thousand Euro) divided into 200,000.- (two hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each.

All shares are bearer shares or registered shares, at the shareholder's choice.

Authorized capital is fixed at EUR 2,000,000.- (two million Euro), represented by 2,000,000 (two million) shares having a face value of EUR 1.- (one Euro) each.

The company's authorized capital and registered capital can be increased or reduced by a decision of the General Meeting of Shareholders deliberating as in an amendment to the articles of association.

The Board of Directors is authorized, for a period of five years ending April 30th, 2018 to increase registered capital within the limits of the authorized capital, at such time as it shall decide.

These capital increases, as determined by the Board of Directors, can be subscribed for and issued in the form of shares with or without share premium to be paid up in full or in part in cash, in kind or by offset with certain, liquid and immediately payable debts on the company or even, through the incorporation of deferred profits, available reserves or share premiums in the event that the Meeting having decided on these deferred profits, reserves or premiums has so stipulated, as determined by the Board of Directors.

The Board of Directors can delegate any member of the Board, director, authorized representative or other duly authorized person to collect subscriptions and receive payment of the price of the shares representing all or part of this capital increase.

Each time the Board of Directors has a registered capital increase duly recognized, the present article is to be considered automatically adapted to the change that has occurred.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the company must be managed by a board of directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

In case the company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the company has only one shareholder left, the company can be managed by a board of directors consisting of either one director until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder.

The directors or the sole director are appointed for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. A director can represent more than one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors or the sole director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present Articles of Incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors or the sole director may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or,

in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors,

or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the whole body of shareholders of the company. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the third Friday of the month of June at 10.00 a.m..

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the sole director or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing 10% of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner, in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on the 1st of January of each year and ends on the 31st of December of the same year.

The board of directors or the sole director draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors or the sole director in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

General disposition

Art. 21. The law of August 10th, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31, 2013.

The first annual general meeting shall be held in 2014.

The first director(s) and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the Articles of Incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the extraordinary general meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed by the shareholders as follows:

Mr. Stanislas PONIATOWSKI, prenamed	200,000 shares
Total:	200,000 shares

All the shares have been liberated and paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 200,000.- (two hundred thousand Euro) as was certified to the notary executing this deed by a bank certificate.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at EUR 1,620.-.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as above-mentioned, representing the whole of the share capital passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at 3 (three) and the statutory auditor at 1 (one).
2. has been appointed as director:
 - Mr. Stanislas PONIATOWSKI, born on the 21/05/1952 in Boulogne-Billancourt (France), residing in 104, El Majal, Annakhil Nord, 40000 Marrakech (Maroc),
 - Mr. Francesco D'AMICO, born on the 09/03/1968 in Milazzo, Italy, residing professionally in Stockerstrasse 23, CH-8027 Zurich,
 - Mr. Jean-Benoit LACHAISE, born on the 16/04/1965 in Villers-Semeuse (France), residing professionally in 84, Grand-rue, L-1660 Luxembourg.
3. FINSEV S.A. having its registered office in 5, avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 103.749, has been appointed as statutory auditor.
4. The registered office of the Company will be established at 5, avenue Gaston Diderich in L-1420 Luxembourg.
5. The term of office of the director shall be ending with the general annual meeting to be held in 2019.
6. The term of office of the statutory auditor shall be ending with the general annual meeting to be held in 2019.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, whom is known to the notary by her surname, Christian name, civil status and residences, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: X. MANGIULLO, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 7 mai 2013. Relation: RED/2013/717. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 mai 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013060389/373.

(130074122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2013.

Nucco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.398.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of March.

Before the undersigned, Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

NUCCO 1 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and having a share capital of EUR 12,500,

here represented by Régis Galiotto, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "NUCCO 2 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after

the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A manager and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers or, where different classes of managers have been appointed, by the joint signatures of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions). Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from any manager or from shareholders representing more than one-tenth (1/10) of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2013.

Subscription and Payment

NUCCO 1 S.à r.l., represented as stated above, subscribes for twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (1,500.-EUR).

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to appoint the following persons as managers for an undetermined period:
 - Joël Lacourte, managing partner, born on March 11, 1947, in Plomion (France), with professional address at 68, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, France;
 - Pascal Leclerc, director, born on December 4, 1966, in Longwy (France), with professional address at 1C route de Luxembourg, L-4761 Pétange; and
 - Charles-Ernest Meyer, private employee, born on April 19, 1969, in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), with professional address at 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.
2. The registered office of the Company is located at 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six mars,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

NUCCO 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et ayant un capital social de EUR 12.500,

représentée par Régis Galiotto, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Dénomination. Le nom de la société est "NUCCO 2 S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents EUROS (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un EURO (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que:

- (i) la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer deux (2) différentes classes de gérants, i.e. un (1) ou plusieurs gérants de classe A et un (1) ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés et au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que toute résolution ne soit valablement adoptée que si elle est approuvée par au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou, si les associés ont nommé différentes classes de gérants, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) A l'exception des résolutions prises conformément aux dispositions de l'article 11.1.(ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale).

(ii) Dans le cas où le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par voie de résolutions circulaires des associés (les Résolutions Circulaires des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales par le Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Lorsque les décisions sont adoptées par voie de Résolutions Circulaires des Associés, le Conseil communiquera le texte desdites résolutions à tous les associés. Les associés voteront alors par écrit et retourneront leur vote à la Société endéans du délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est en droit de compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

NUCCO 1 S.à.r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un EURO (EUR 1) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire de douze mille cinq cents EUROS (EUR 12.500).

La somme de douze mille cinq cents EUROS (EUR 12.500) est à disposition de la Société, preuve ayant été donnée au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents Euros (1.500.-EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à trois (3) et les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Joël Lacourte, associé gérant, né le 11 mars 1947, à Plomion (France), ayant son adresse professionnelle à 68, rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris, France;

- Pascal Leclerc, directeur, né le 4 décembre 1966, à Longwy (France), ayant son adresse professionnelle à 1C route de Luxembourg, L-4761 Pétange; et

- Charles Meyer, économiste, né le 19 avril 1969, à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), ayant son adresse professionnelle à 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 121 avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2013. Relation: LAC/2013/15267. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013045699/496.

(130055525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

**Polaris Capital Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chi-Square S.à r.l.)**

Siège social: L-1225 Luxembourg, 11, rue Béatrix de Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 152.873.

In the year two thousand thirteen, on the twenty-fifth day of February.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Chi-Square S.à r.l. (the "Company"), a Société à responsabilité limitée, having its registered office at 11, Rue Beatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the trade and companies' register in Luxembourg under section B number 152.873, incorporated on 4 May 2010 for an unlimited duration pursuant to a deed of the notary Jean Seckler, residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 18 May 2010, number 1036. The Articles of Incorporation have been modified for the last time by a deed of Maître Henri Hellinckx, on the 26th November 2012, published in the Mémorial C, number 172 of January 24, 2013.

The meeting is opened at 10.30 a.m. and Mr Sante Jannoni, residing professionally in Luxembourg, is elected chairman of the meeting.

Mr. Filippo Comparetto, residing professionally in Luxembourg, is appointed scrutineer.

The chairman and the scrutineer agreed that Mrs Claire-Ingrid Berge, residing professionally in Luxembourg, is appointed to assume the role of secretary.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I. The shareholders represented and the number of shares held by each of them is shown on an attendance list, which is signed by the proxy-holders, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said attendance list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

All the shareholders of the Company representing the entire share capital, being present or represented at the present meeting, declare having received due notice of this meeting.

II. The agenda is as follows:

Agenda:

Amendment of the Company's name from Chi-Square S.a r.l. to Polaris S.a r.l.

Then the general meeting took the following resolution:

First resolution

The general meeting resolves to change the name of the Company from Chi-Square S.a r.l. to Polaris S.a r.l.

As a consequence, Article 1 of the articles of association will read as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") under the name of "Polaris S.à r.l." (the "Company"), which will be governed by the present articles of association (the "Articles") as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law").

There being no further business before the meeting, the same was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour du mois de février.

Par devant Maître Carlo WERSANDT, notaire résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en remplacement de Maître Henri HELLINCKX, notaire résidant à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, qui restera le dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de Chi-Square S.à r.l. (la "Société"), une Société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11, rue Beatrix de Bourbon, L-1225 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et sous le numéro 152.873, constituée le 4 mai 2010 pour une durée indéterminée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire résidant à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C, Recueil de Commerce et des Sociétés le 18 mai 2010, sous le numéro 1036. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, en date du 26 novembre 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 172 du 24 janvier 2013.

La séance est ouverte à 10.45 heures et Monsieur Sante Jannoni, demeurant professionnellement à Luxembourg, est nommé(e) président de l'assemblée.

Monsieur Filippo Comparetto, demeurant professionnellement à Luxembourg, est nommé(e) scrutateur.

Le président et le scrutateur choisissent de nommer Madame Claire-Ingrid Berge, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme secrétaire.

Le président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

I. Le nom des associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, qui est signée par les fondés de pouvoir, le président, le scrutateur, le secrétaire et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte afin d'être transmise aux autorités d'enregistrement.

Tous les associés de la Société représentant la totalité du capital social, étant présents ou représentés à la présente assemblée, déclarent avoir été dûment convoqués.

II. L'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour:

Changement de nom de la Société de Chi-Square S.à r.l. en Polaris S.à r.l.

Ensuit l'Assemblée générale a pris la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de changer le nom de la Société de Chi-Square S.à r.l. en Polaris S.à r.l.

Par conséquent, l'Article 1 des statuts de la Société sera modifié comme suit:

Art. 1^{er}. Il est établi une société à responsabilité limitée sous le nom de "Polaris S.à r.l." (la «Société»), qui sera gouvernée par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi»).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, constate à la demande des personnes comparantes que le présent acte est rédigé en anglais, suivie d'une version française; à la demande des personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date d'entête du présent acte.

L'acte ayant été remis aux fins de lecture aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. Jannoni, F. Comparetto, C.-I. Berge et C. Wersandt.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 février 2013. Relation: LAC/2013/8871. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Référence de publication: 2013045995/91.

(130056407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Charterhouse TVC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 124.503.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of March.

Before us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Charterhouse General Partners (VIII) Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at Warwick Court, Paternoster Square, London, EC4M 7DX, United Kingdom, registered with Companies House, under registration number 2290328, acting as general partner of CCP VIII LP No. 1.1, CCP VIII LP No. 1.2, CCP VIII LP No. 2.1 and CCP VIII LP No. 2.2, and

Charterhouse General Partners (VIII) Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of England, having its registered office at Warwick Court, Paternoster Square, London, EC4M 7DX, United Kingdom, registered with Companies House, under registration number 2290328, acting as general partner of CCP VIII Co-Investment LP,

Both duly represented by Mr. Camille Moussalem, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 28 March 2013.

The said proxies, initialled ne varietur by the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of Charterhouse TVC, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 124.503, incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger on 24 January 2007, published on 25 April 2007 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 707. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the notary Maître Joseph Elvinger on 20 March 2008 and published on 19 September 2008 in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations under number 2300 (the "Company").

The appearing parties have required the undersigned notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) in order to increase it from its current amount of one million three hundred seventy thousand Euro (EUR 1,370,000.-) up to an amount of one million four hundred seventy thousand Euro (EUR 1,470,000.-) by way of the issuance of one hundred thousand (100,000) new shares of the Company with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares and subscription for and payment of the newly issued shares by a contribution in kind of receivables held by the shareholders of the Company;

2. Amendment to the article 6 of the articles of association of the Company (the "Articles") in order to reflect the share capital increase; and

3. Miscellaneous.

II. That the entire share capital being represented at the present meeting and the shareholders represented declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

III. The present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting (the "General Meeting") takes the following resolutions:

First Resolution

The General Meeting decides to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred thousand Euro (EUR 100,000.-) in order to increase it from its current amount of one million three hundred seventy thousand Euro (EUR 1,370,000.-) up to an amount of one million four hundred seventy thousand Euro (EUR 1,470,000.-) by way of the issuance of one hundred thousand (100,000) new shares of the Company with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having the same rights and obligations as the existing shares and to subscribe for and payment of the newly issued shares by a contribution in kind of receivables held by the shareholders.

The one hundred thousand (100,000) newly issued shares have been subscribed by the shareholders as follows:

i. Charterhouse General Partners (VIII) Limited, acting as general partner of CCP VIII LP No. 1.1, CCP VIII LP No. 1.2, CCP VIII LP No. 2.1 and CCP VIII LP No. 2.2 will subscribe for ninety-nine thousand and ten (99,010) shares for a total amount of ninety-nine thousand and ten Euro (EUR 99,010.-); and

ii. Charterhouse General Partners (VIII) Limited, acting as general partner of CCP VIII Co-investment LP will subscribe for nine hundred ninety (990) shares for a total amount of nine hundred ninety Euro (EUR 990.-).

Payment

The prenamed subscribers declared to fully pay the new shares up by the conversion into capital of their unquestionable and immediately payable shareholders' claims, available for the conversion into capital, against the Company.

The existence and the value of the said claims have been certified to the undersigned notary by a certificate of valuation signed by the managers of the Company, to which an interim balance sheet as per 28 March 2013 is attached. Such certificate, after signature ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Second Resolution

As a consequence of the above resolution, Article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall henceforth read as follows:

"The Company's share capital is set at one million four hundred seventy thousand euro (EUR 1,470,000.-) represented by one million four hundred seventy thousand (1,470,000) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each. Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings".

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand six hundred Euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, such person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire résidant à Luxembourg.

Ont comparu:

Charterhouse General Partners (VIII) Limited, une société constituée et existante selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, Londres, EC4M 7DX, Grande-Bretagne, enregistrée auprès de la Companies House, sous le numéro 2290328, agissant en tant que general partner de CCP VIII LP No. 1.1, CCP VIII LP No. 1.2, CCP VIII LP No. 2.1 et CCP VIII LP No. 2.2; et

Charterhouse General Partners (VIII) Limited, une société constituée et existante selon les lois d'Angleterre, ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, Londres, EC4M 7DX, Grande-Bretagne, enregistrée auprès de la Companies House, sous le numéro 2290328, agissant en tant que general partner de CCP VIII Co-investment LP,

tous dûment représentés par M. Camille Moussalem, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 28 mars 2013.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Les comparants sont tous les associés de Charterhouse TVC, une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.503, ayant son siège social au 174, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Elvinger en date du 24 janvier 2007, publié le 25 avril 2007 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 707. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu du notaire Maître Joseph Elvinger en date du 20 mars 2008 et publié le 19 septembre 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2300 (la «Société»).

Les comparants ont demandé au notaire instrumentant d'acter les déclarations suivantes:

I. Que la présente assemblée a pour

Ordre du jour

1) Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000.-) afin de le porter de sa valeur actuelle d'un million trois cent soixante-dix mille euros (EUR 1.370.000.-) représenté par un million trois cent soixante-dix mille parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, à un montant d'un million quatre cent soixante-dix mille euros (EUR 1.470.000.-) et ce par l'émission de cent mille (100.000) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, sachant que chaque nouvelle part sociale confère les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, et par la souscription et la libération des parts sociales nouvellement émises moyennant un apport en nature de créances détenues par les associés de la Société;

2) Modification de l'article 6 des statuts de la Société (les «Statuts») afin de refléter l'augmentation du capital social; et

3) Divers.

II. Que l'intégralité du capital social étant représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés se reconnaissent dûment convoqués et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. La présente assemblée représentant la totalité des parts sociales de la Société est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale Assemblée Générale) prend alors les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent mille euros (EUR 100.000.-) afin de le porter de sa valeur actuelle d'un montant d'un million trois cent soixante-dix mille euros (EUR 1.370.000.-) représenté par un million trois cent soixante-dix mille (1.370.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, à un montant d'un million quatre cent soixante-dix mille euros (EUR 1.470.000.-) et ce par l'émission de cent mille (100.000) nouvelles parts sociales de la Société d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, chaque nouvelle part sociale conférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes, et par la souscription et la libération des parts sociales nouvellement émises moyennant un apport en nature de créances détenues par les associés de la Société.

Les cent mille (100.000) parts sociales nouvellement émises ont été souscrites par les associés comme suit:

i. Charterhouse General Partners (VIII) Limited, agissant en tant que general partner de CCP VIII LP No. 1.1, CCP VIII LP No. 1.2, CCP VIII LP No. 2.1 and CCP VIII LP No. 2.2, ayant souscrit quatre-vingt dix-neuf mille et dix (99.010) parts sociales pour un montant total de quatre-vingt dix-neuf mille et dix euros (EUR 99.010.-); et

ii. Charterhouse General Partners (VIII) Limited, agissant en tant que general partner de CCP VIII Co-investment LP, ayant souscrit neuf cent quatre-vingt dix (990) parts sociales pour un montant total de neuf cent quatre-vingt dix euros (EUR 990.-).

Paiement

Les souscripteurs prédésignés, ont déclaré libérer les nouvelles parts par la conversion en capital de leurs créances certaines, liquides et exigibles à l'encontre de la Société à concurrence de EUR 100.000.-.

L'existence et la valeur de ses créances ont été certifiées au notaire instrumentant par un certificat d'évaluation signé par les gérants de la Société, auquel un bilan intérimaire en date du 28 mars 2013 est annexé,

Ce certificat, après signature «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Deuxième Résolution

En conséquence de la première résolution, l'article 6 des statuts de la Société est modifié et se lit désormais comme suit:

«Le capital social de la Société est fixé à un million quatre cent soixante-dix mille euros (EUR 1.470.000.-) représenté par un million quatre cent soixante-dix mille (1.470.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune.

Chaque part sociale confère une voix lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Frais et dépenses

Le montant des frais et dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison du présent acte est évalué environ à mille six cents Euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'Anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en Anglais, suivi d'une version française.

A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. MOUSSALEM, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 2 avril 2013. Relation: LAC/2013/14991. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2013045994/164.

(130056257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 10.846.

Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A.

23, avenue de la Liberté

L-1931 Luxemburg

(die übertragende Gesellschaft)

Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGAA

Kommanditgesellschaft auf Aktien nach deutschem Recht

D-60311 Frankfurt am Main, Kaiserstrasse 24

Amtsgericht Frankfurt am Main - HRB 20065

(die übernehmende Gesellschaft)

VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dreiundzwanzigsten Mai, um 9:30 Uhr.

Vor der unterzeichneten Notarin Joëlle BADEN, mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

SIND ERSCIENEN:

(1) Herr Serge HOFFMANN, avocat à la Cour, mit beruflichem Wohnsitz in L-1855 Luxembourg, 33, avenue J.F. Kennedy, handelnd in seiner Eigenschaft als Bevollmächtigter des Vorstands der „Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A.“, einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht mit Gesellschaftssitz in L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté, und eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 10.846 (die übertragende Gesellschaft), gemäß einer Vollmacht ausgestellt durch einen Beschluss des Vorstands der übertragenden Gesellschaft vom 8. Mai 2013; eine Kopie des Protokolls der Versammlung des Vorstands sowie der Vollmacht, nachdem diese ne varietur unterzeichnet wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die übertragende Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Carlo FUNCK, mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, am 29. März 1973, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 97 vom 6. Juni 1973; und ist eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg unter Nummer B 10.846. Die Satzung wurde mehrmals abgeändert und zum letzten Mal gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, am 15. März 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 656 vom 7. April 2011.

Die übertragende Gesellschaft ist eine hundertprozentige Tochtergesellschaft der übernehmenden Gesellschaft.

(2) Herr Olaf SEIDEL, mit beruflichem Wohnsitz in D-60311 Frankfurt am Main, Kaiserstraße 24, handelnd in seiner Eigenschaft als Bevollmächtigter der persönlich haftenden Gesellschafter der „Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA“, einer Kommanditgesellschaft auf Aktien nach deutschem Recht mit Sitz in Frankfurt am Main und Geschäftsanschrift Kaiserstraße 24, D-60311 Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter HRB 20065 (die übernehmende Gesellschaft), gemäß einer Vollmacht ausgestellt durch die persönlich haftenden Gesellschafter der übernehmenden Gesellschaft; eine Kopie der Vollmacht, nachdem diese ne varietur unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen haben den amtierenden Notar gebeten, die Bestimmungen des von den zuständigen Organen der oben genannten Gesellschaften gemäß den Bestimmungen der Artikel 278 ff. des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften (das Gesetz) aufgestellten Verschmelzungsplans aufzunehmen, welcher dieser Urkunde beigegeben bleibt und Bestandteil derselben ist und insbesondere folgende Bestimmungen des Verschmelzungsplans:

1. Die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA hält 100% (hundert Prozent) der zehntausend (10.000) Aktien ohne Nennwert, welche die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals in Höhe von neun Millionen Euro (9.000.000 EUR) der Hauck und Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A., sowie 100% der Stimmrechte in vorgenannter Gesellschaft darstellen.

2. Die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA und die Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A. beabsichtigen, eine Verschmelzung durchzuführen, mittels Aufnahme der Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A., in ihrer Eigenschaft als übertragende Gesellschaft, durch die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA., in ihrer Eigenschaft als übernehmende Gesellschaft.

3. Den Mitgliedern der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorgane der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften wurden und werden keine besonderen Vorteile gewährt. Insbesondere ändern sich durch die Verschmelzung auch nicht die Stellung, die Kompetenzen oder die Zusammensetzung der persönlich haftenden Gesellschafter der Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA. dies gilt insbesondere auch für die persönlich haftende Gesellschafterin Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH.

4. Die Verschmelzung wird mit Eintragung in das für die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA zuständige Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt a.M. wirksam.

Vom Beginn des 1. Januar 2013, 0:00 Uhr an gelten alle Handlungen und Geschäfte der Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A. als für Rechnung der Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA vorgenommen.

5. Die unter Artikel 267 (1) a), b), c) und d) des Gesetzes angeführten Dokumente und Informationen können von den Aktionären der Gesellschaften am Gesellschaftssitz der Gesellschaften zur Kenntnis genommen werden, dies innerhalb eines Monats ab Veröffentlichung des Verschmelzungsplans, und bis zum Inkrafttreten der Verschmelzung.

Eine Kopie der oben genannten Dokumente und Informationen kann ebenfalls kostenlos von den Aktionären der Gesellschaften beantragt werden.

6. Aktionäre der übernehmenden Gesellschaft, die gemeinsam mindestens 5% des Grundkapitals halten, können innerhalb der unter Ziffer 5 genannten Frist, die Einberufung einer Hauptversammlung der Aktionäre der übernehmenden Gesellschaft beantragen, welche über die Billigung der Verschmelzung befindet.

7. In Abwesenheit der Einberufung einer Hauptversammlung der Aktionäre der übernehmenden Gesellschaft, welche über die Verschmelzung befinden soll, bzw. im Falle der Billigung der Verschmelzung, wird die Verschmelzung mit Eintragung in das für die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA zuständige Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt a.M. wirksam.

Der amtierende Notar bestätigt die Rechtmäßigkeit des Verschmelzungsplans gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere Artikel 271 (2) des Gesetzes.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, in der Kanzlei des unterzeichnenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. HOFFMANN, O. SEIDEL und J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 23 mai 2013 LAC / 2013 / 23493. Reçu douze euros € 12,-

Le Receveur (signé): THILL Irène.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Mai 2013.

Suit la copie de l'annexe:

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

für die

GRENZÜBERSCHREITENDE VERSCHMELZUNG

der

HAUCK & AUFHÄUSER BANQUIERS LUXEMBOURG S.A.

auf die

HAUCK & AUFHÄUSER PRIVATBANKIERS KGaA

Dieser gemeinsame Verschmelzungsplan für die grenzüberschreitende Verschmelzung der Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A. auf die Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme wird aufgestellt von

(1) HAUCK & AUFHÄUSER PRIVATBANKIERS KGaA, einer nach deutschem Recht bestehenden Kommanditgesellschaft aus Aktien mit Sitz in Frankfurt a. M., mit der Geschäftsanschrift Kaiserstrasse 24, 60311 Frankfurt a.M., und eingetragen im Handelsregister Frankfurt a.M., unter der Registernummer HRB 20065 (HAF oder Übernehmende Gesellschaft)

und

(2) HAUCK & AUFHÄUSER BANQUIERS LUXEMBOURG S.A., einer Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht mit der Geschäftsanschrift 23 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 10846 (HAL oder Übertragende Gesellschaft).

Präambel

(A) Die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF und der Vorstand der HAL beabsichtigen, die HAL als übertragende Gesellschaft im Wege einer grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme auf die HAF als übernehmende Gesellschaft zu verschmelzen.

(B) Die von der HAL betriebenen geschäftlichen Aktivitäten im Bankgeschäft sollen nach der Verschmelzung in einer bereits bestehenden Zweigniederlassung der HAF in Luxemburg weitergeführt werden. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung werden die Aktiva und Passiva der HAL dieser Zweigniederlassung zugeordnet.

(C) Die Verschmelzung ist eine grenzüberschreitende Verschmelzung und erfolgt gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, die im Grossherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland in Umsetzung der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 (die Richtlinie 2005/56/EG) über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten erlassen wurden. Im Grossherzogtum Luxemburg erfolgt die Verschmelzung gemäss den Bestimmungen des abgeänderten luxemburgischen Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée) (HGG); in der Bundesrepublik Deutschland erfolgt die Verschmelzung gemäss den Bestimmungen des Zehnten Abschnitts des Zweiten Teils des Zweiten Buchs (§§ 122a bis 1221) des Umwandlungsgesetzes (UmwG) sowie den Regelungen des Gesetzes über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung (MgVG).

Die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF sowie der Vorstand der HAL stellen hiermit den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan (der Verschmelzungsplan) auf:

1. An der Verschmelzung beteiligte Gesellschaften

1.1 Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA

Die übernehmende Gesellschaft Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA ist eine nach deutschem Recht bestehende Kommanditgesellschaft auf Aktien. Sie hat ihren Sitz in Frankfurt a.M., Bundesrepublik Deutschland. Die Geschäftsanschrift lautet: Kaiserstrasse 24, 60311 Frankfurt a.M. Die HAF ist im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt a.M. unter der Nummer HRB 20065 eingetragen und verfügt über ein Grundkapital in Höhe von EUR 16.000.000, welches in 307.692 nennwertlose stimmberechtigte Stammaktien eingeteilt ist. Die persönlich haftenden Gesellschafter halten als solche keine Kapitalanteile am Vermögen der HAF i.S.d. § 286 Abs. 2 Satz 1 AktG. Die HAF wird nach der Verschmelzung ihre Firma unverändert fortführen.

1.2 Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A.

Die übertragende Gesellschaft Hauck & Aufhäuser Banquiers Luxembourg S.A. ist eine nach luxemburgischem Recht bestehende Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1931 Luxembourg, 23 Avenue de la Liberté, Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg. Die HAL hat ihren satzungsmässigen Sitz in Luxemburg. Sie ist im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 10846 eingetragen. Die HAL verfügt über ein gezeichnetes Kapital in Höhe von EUR 9.000.000, welches in 10.000 Aktien ohne Nennwert eingeteilt ist. Alleinige Gesellschafterin der HAL ist die HAF, die sämtliche Aktien der HAL halt.

2. Vermögensübertragung im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme

Die HAL wird als übertragende Gesellschaft auf die HAL als übernehmende Gesellschaft im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme gern. § 122a Abs. 2 i. V. m. § 2 Nr. 1 UmwG und Art. 259 i. V. m. Art. 278 HGG verschmolzen. Mit dieser Verschmelzung überträgt die HAL ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung auf die HAF als übernehmende Gesellschaft im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung geht das gesamte Vermögen (alle Aktiva und Passiva) der HAL im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die HAF über. Neue Anteile an der HAF werden nicht gewährt, da die HAF bereits sämtliche Anteile an der HAL halt.

3. Wirksamwerden der Verschmelzung

Die Verschmelzung wird gem. § 122a Abs. 2 i. V. m. § 20 UmwG mit Eintragung in das für die HAF zuständige Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt a.M. wirksam. Mit der Eintragung der Verschmelzung in das Handelsregister der HAF erlischt die HAL und ihr Vermögen geht als Ganzes ohne Abwicklung auf die HAF über.

4. Keine Gegenleistung; keine Verschmelzungsprüfung

4.1 Die übernehmende HAF ist alleinige Aktionärin der HAL. Eine Erhöhung der Grundkapitals der HAF durch Ausgabe neuer Aktien ist dementsprechend nicht erforderlich. Es werden daher im Rahmen der Verschmelzung keine neuen Aktien der HAF ausgegeben.

4.2 Da sich alle Anteile der HAL bereits in der Hand der HAF befinden, entfallen gem. § 122e Abs. 3 UmwG und Art. 278 HGG im Verschmelzungsplan auch die Angaben über das Umtauschverhältnis (§ 122c Abs. 2 Nr. 2 UmwG; Art. 278 i. V. m. Art. 261 Abs. 2 b) HGG), Angaben hinsichtlich der Übertragung von neuen Aktien der übernehmenden Gesellschaft (§ 122c Abs. 2 Nr. 3 UmwG; Art. 278 i. V. m. Art. 261 Abs. 2 c) HGG), sowie die Angabe des Zeitpunkts, von dem an neu ausgegebene Aktien das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren (§ 122c Abs. 2 Nr. 5 UmwG; Art. 27 i. V. m. Art. 261 Abs. 2 d) HGG), Es entfällt zudem gemäß § 122f Satz. 1 i. V. m. & 9 Abs. 2 UmwG und Art. 278 i. V. m. Art. 266 HGG das Erfordernis einer Verschmelzungsprüfung.

5. Zustimmung der persönlich haftenden Gesellschafter der HAF

Gemäß § 122a Abs. 2 i.V.m § 78 Satz. 3 UmwG und Art. 263 (4) HGG bedarf der Verschmelzungsbeschluss auch der Zustimmung der persönlich haftenden Gesellschafter der HAF. Die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF stimmen mit dem in Teil B dieser Urkunde enthaltenen Beschluss der Verschmelzung ausdrücklich zu.

6. Bilanzen; Bilanzstichtag; Verschmelzungsstichtag; Bewertung des übernommenen Vermögens

6.1 Der Verschmelzung liegen die geprüfte und mit einem uneingeschränkten Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers versehene Bilanz der HAF zum Stichtag 31. Dezember 2012 und die geprüfte und mit einem uneingeschränkten Bestätigungsvermerk des Abschlussprüfers versehene Bilanz der HAL zum Stichtag 31. Dezember 2012 zu Grunde. Der Stichtag dieser Bilanzen gilt als Stichtag zur Bestimmung der Bedingungen der Verschmelzung (§ 22c Abs. 2 Nr. 12 UmwG).

6.2 Die Bilanzen der HAF und der HAL dienen auch zur Festlegung des steuerlichen Verschmelzungsstichtags für deutsche und luxemburgische Zwecke (steuerlicher Übertragungs- und Übernahmestichtag).

6.3 Die Übernahme des Vermögens der HAL durch die HAF erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung ab dem 1. Januar 2013, 0:00 Uhr. Von diesem Zeitpunkt an gelten alle Handlungen und Geschäfte der HAL als für die Rechnung der HAF vorgenommen (Verschmelzungsstichtag i.S.v. § 122c Abs. 2 Nr. 6 UmwG und Art. 261 Abs. 2 e) HGG).

6.4 Die HAF wird die von der HAL auf sie übergehenden Vermögensgegenstände des Aktiv- und Passivvermögens mit Wirksamwerden der Verschmelzung in ihrem handelsrechtlichen Jahresabschluss zu Verkehrswerten ansetzen (§ 122c Abs. 2 Nr. 11 UmwG). Die Verkehrswerte werden durch ein Gutachten nach den Grundsätzen zur Durchführung von Unternehmensbewertungen des Instituts der Wirtschaftsprüfer e.V., 1DW Standard S 1. ermittelt.

6.5 Infolge der Verschmelzung geht die Beteiligung der HAF an der HAL unter. Durch die Verrechnung des Beteiligungsbuchwerts mit dem Verkehrswert des übernommenen Vermögens ergibt sich bei der HAF ein Verschmelzungsgewinn, der das Jahresergebnis des Geschäftsjahres 2013 erhöht.

7. Grundbesitz.

Die HAL als übertragende Gesellschaft hat keinen Grundbesitz,

8. Voraussichtliche Auswirkungen für die Beschäftigung bei den an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften

8.1 Auswirkungen auf die Arbeitnehmer der HAL

Bei der HAL sind zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung voraussichtlich 89 Arbeitnehmer beschäftigt.

Die Verschmelzung der HAL führt, gemäß Artikel L.127-3 des Luxemburger Arbeitsgesetzbuches (LAGB) zum Übergang sämtlicher Rechte und Ansprüche der Arbeitnehmer der HAL im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die HAF.

Mit Wirksamwerden der Verschmelzung gehen somit sämtliche Arbeitsverhältnisse der HAL mit alten Rechten und Pflichten automatisch auf die HAF über. Einzelvertragliche Regelungen sowie sonstige betriebliche Vereinbarungen, Zusagen, Regelungen und Besitzstände gelten für die übergehenden Arbeitnehmer auch nach der Verschmelzung unverändert weiter. Dies gilt auch für den Arbeitsort.

Die Arbeitsverhältnisse, die dem Luxemburger Tarifvertrag für Bankangestellte unterliegen, werden auch nach der Verschmelzung durch diesen Tarifvertrag geregelt bleiben.

Im Zusammenhang mit der Verschmelzung sind keine Maßnahmen, die Auswirkungen auf die übergehenden Arbeitnehmer haben könnten, geplant. Durch die Verschmelzung werden weder Arbeitsplätze geschaffen noch fallen solche weg oder erfahren irgendwelche Verhinderungen. Die Verschmelzung hat auf die Beschäftigung keine Auswirkung. Insbesondere sind keine Personalabbaumaßnahmen, Betriebsänderungen, Versetzungen oder Restrukturierungen geplant.

Die arbeitsorganisatorische Struktur des Betriebes der HAL bleibt durch die Verschmelzung unberührt.

Die HAL verfügt über eine Personalvertretung (délégation du personnel) die aus vier ordentlichen und zwei außerordentlichen Mitgliedern besteht. Die Personalvertreter der HAL bleiben auch nach der Verschmelzung unverändert im Amt und können ihr Mandat bis zu den nächsten Sozialwahlen weiterführen.

Die HAF haftet für ab dem Zeitpunkt des Betriebsüberganges (d.h. dem Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung) unbeschränkt für alle, auch rückständigen Verbindlichkeiten aus den übergehenden Arbeitsverhältnissen. Die HAL haftet aufgrund ihres Erlöschens nicht mehr.

Sonstige Maßnahmen, die Folgen für die Arbeitnehmer der HAL oder der HAF oder ihrer Vertreter haben könnten, sind im Rahmen der Verschmelzung nicht vorgesehen.

8.2 Auswirkungen auf die Arbeitnehmer der HAF

Bei der HAF sind zum Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung voraussichtlich 422 Arbeitnehmer an den Standorten Frankfurt a. M. München, Düsseldorf, Hamburg und Köln beschäftigt. Ein Betriebsrat besteht jeweils in den Betrieben in Frankfurt a. M. und in München. Ebenfalls wurde ein Gesamtberichtsrat gebildet, ein Konzernbetriebsrat besteht allerdings nicht.

Die Verschmelzung hat für die Arbeitnehmer der HAF und ihre Arbeitsverhältnisse keine Auswirkungen. Der Geschäftsbetrieb der HAF wird nach der Verschmelzung unverändert fortgeführt. Im Zuge der Verschmelzung wird kein Betrieb oder Betriebsteil der HAF organisatorisch verändert, eingeschränkt oder übertragen. Die Arbeitsverhältnisse der Arbeitnehmer der HAF bestehen unverändert fort, insbesondere die kündigungrechtliche Stellung der Arbeitnehmer

der HAF ist durch die Verschmelzung nicht betroffen. Soweit Tarifverträge, Betriebsvereinbarungen und Gesamtbetriebsvereinbarungen, einzelvertragliche Regelungen sowie sonstige betriebliche Vereinbarungen, Zusagen und Regelungen bestehen, bleiben diese von der Verschmelzung unberührt und gelten für die Arbeitnehmer der HAF unverändert weiter, im Zusammenhang mit der Verschmelzung sind auch keine Maßnahmen, die Auswirkungen auf die Arbeitnehmervertretungen oder Arbeitnehmer der HAF haben könnten, geplant. Die Verschmelzung hat keinerlei Auswirkungen auf die bei der HAF bestehenden Betriebsräte. Diese, wie auch der Gesamtbetriebsrat, bleiben nach der Verschmelzung unverändert im Amt. Schlussendlich sind auch keine Personalabbaumaßnahmen, Betriebsänderungen, Versetzungen oder Restrukturierungen geplant.

8.3 Sonstige Folgen für Arbeitnehmer

Die arbeitsorganisatorische Struktur des Betriebes der HAL, und der Betriebe der HAF bleibt durch die Verschmelzung unberührt. Sonstige Maßnahmen, die Folgen für etwaige Arbeitnehmer der HAL oder der HAF haben könnten, sind im Rahmen der Verschmelzung nicht vorgesehen.

8.4 Auswirkungen auf die Mitbestimmung im Aufsichtsrat der HAF

Die Auswirkungen auf die Mitbestimmung im Aufsichtsrat der HAF sind nachfolgend unter Ziffer 9 dieses Verschmelzungsplans dargestellt.

9. Verfahren zur Regelung der Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte

9.1 Arbeitnehmerbeteiligungsverfahren nach dem MgVG

(a) Allgemeine Grundsätze

(i) Nach den Regelungen des MgVG ist vor Durchführung einer grenzüberschreitenden Verschmelzung ein Verfahren zur Regelung der Mitbestimmung bei dem aus der Verschmelzung hervorgehenden Unternehmen durchzuführen. Das MgVG findet gem. § 5 Abs.1 MgVG Anwendung, wenn

(A) in den sechs Monaten vor der Veröffentlichung des Verschmelzungsplans mindestens eine der unmittelbar an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften durchschnittlich mehr als 500 Arbeitnehmer beschäftigt und dieser Gesellschaft ein System der Mitbestimmung im Sinne des § 2 Abs. 7 MgVG besteht,

(B) das für die aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehende Gesellschaft maßgebende innerstaatliche Recht nicht mindestens den gleichen Umfang an Mitbestimmung der Arbeitnehmer vorsieht, wie er in den jeweiligen an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften bestand, oder

(C) das für die aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehende Gesellschaft maßgebende innerstaatliche Recht für Arbeitnehmer in Betrieben dieser Gesellschaft, die sich in anderen Mitgliedstaaten befinden, nicht den gleichen Anspruch auf Ausübung von Mitbestimmung vorsieht, wie sie den Arbeitnehmern in demjenigen Mitgliedstaat gewährt werden, in dem die aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehende Gesellschaft ihren Sitz hat.

Bei grenzüberschreitenden Verschmelzungen ist regelmäßig - wie auch vorliegend - die dritte Alternative einschlägig, da aufgrund des Territorialitätsprinzips des deutschen Mitbestimmungsrechts Mitbestimmungsrechte von Arbeitnehmern aus anderen Mitgliedstaaten ausgeschlossen sind.

(ii) Das MgVG sieht für die Mitbestimmung der Arbeitnehmer zwei Alternative vor: die Mitbestimmung kraft Vereinbarung zwischen dem besonderen Verhandlungsgremium und den Leitungen, und die gesetzliche Auffanglösung der Mitbestimmung, kraft Gesetzes.

(A) Mitbestimmung kraft Vereinbarung

Das Verfahren der Arbeitnehmerbeteiligung würde grundsätzlich dadurch eingeleitet, dass die persönlich haftenden (Gesellschafter der HAF und der Vorstand der HAL gemäß § 6 Abs. 2 bis 4 MgVG unverzüglich nach Offenlegung des Verschmelzungsplans die Arbeitnehmervertretungen und Sprecherausschüsse in diesen Gesellschaften und in den betroffenen Tochtergesellschaften und Betrieben der Konzerns über die geplante grenzüberschreitende Verschmelzung unterrichten. Die Unterrichtung erstreckt sich insbesondere auf

I. die Identität und Struktur der beteiligten Gesellschaften, der betroffenen Tochtergesellschaften und der betroffenen Betriebe und deren Verteilung auf die Mitgliedstaaten,

II. die in diesen Gesellschaften und Betrieben bestehenden Arbeitnehmervertretungen,

III. die Zahl der in diesen Gesellschaften und Betrieben jeweils beschäftigten Arbeitnehmer sowie die daraus zu er rechnende Gesamtzahl der in einem Mitgliedstaat beschäftigten Arbeitnehmer und

IV. die Zahl der Arbeitnehmer, denen Mitbestimmungsrechte in den Organen dieser Gesellschaften zustehen.

Hierneben sieht § 6 Abs. 1 MgVG vor, dass die Leitungen der beteiligten Gesellschaften die Arbeitnehmer zur Bildung eines besonderen Verhandlungsgremiums auffordern. Dieses Gremium hat insbesondere die Aufgabe, mit den Leitungen eine schriftliche Vereinbarung über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer in der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft abzuschließen. Sofern ein derartiges Gremium gebildet wird, setzt es sich zusammen aus Vertretern der Arbeitnehmer aller Mitgliedstaaten, in denen die unmittelbar beteiligten Gesellschaften und ihre Tochtergesellschaften und Betriebe Arbeitnehmer beschäftigen. Die Wahl und Bestellung der Mitglieder soll innerhalb von zehn Wochen ab Erhalt der Informationen gemäß § 6 Abs. 2 und Abs. 3 MgVG erfolgen, wobei sich das Verfahren zur Besetzung, der Sitz im Verhandlungsgremium nach den Rechtsordnungen der Mitgliedstaaten richtet, auf die sie entfallen. Unmittelbar nach der Benennung aller Mitglieder des Verhandlungsgremiums, spätestens aber mit dem Ablauf

der 10 Wochen-Frist, laden die Leitungen der beteiligten Gesellschaften zur konstituierenden Sitzung des Verhandlungsgremiums gemäß § 14 Abs. 1 MgVG ein.

(B) Mitbestimmung kraft Gesetzes

Die gesetzliche Auffanglösung Mitbestimmung kraft Gesetzes findet gemäß § 23 Abs. 1 Satz 1 Nr. 3 und Satz 2 MgVG Anwendung, wenn (i) die Leitungen der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften entscheiden, diese Regelungen ohne vorhergehende Verhandlungen unmittelbar ab dem Zeitpunkt, der Eintragung anzuwenden und (ii) vor der Eintragung in mindestens einer der beteiligten Gesellschaften eine oder mehrere Formen der Mitbestimmung bestanden haben, die sich auf mindestens ein Drittel der Gesamtzahl der Arbeitnehmer aller beteiligten Gesellschaften und betroffenen Tochtergesellschaften erstreckte.

(b) Vorliegendes Verfahren, keine Erforderlichkeit eines besonderen Verhandlungsgremiums

Vorliegend haben die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF am 14. Mai 2013 und der Vorstand der HAL am 8. Mai 2013 beschlossen, die Regelungen der Mitbestimmung kraft Gesetzes ohne vorhergehende Verhandlung unmittelbar ab dem Zeitpunkt der Eintragung anzuwenden. Auch die Voraussetzung der vorherigen Geltung eines Mitbestimmungsregimes für mindestens ein Drittel der Arbeitnehmer ist in der HAF erfüllt. Damit sind keine Verhandlungen mit dem besonderen Verhandlungsgremium zu führen, eine Mitbestimmungsvereinbarung ist entbehrlich.

Auch ein besonderes Verhandlungsgremium ist vorliegend nicht zu bilden. Zwar weist § 25 Abs. 1 Satz 1 MgVG dem besonderen Verhandlungsgremium auch im Rahmen der Mitbestimmung kraft Gesetzes insbesondere die Aufgabe zu, die Zahl der Arbeitnehmersitze im Aufsichtsrat der übernehmenden Gesellschaft auf die Mitgliedstaaten zu verteilen, in denen Mitglieder zu wählen sind. Vorliegend würden die Aufgaben eines etwaigen besonderen Verhandlungsgremiums über diese Entscheidung aber nicht hinausgehen, da sich die Sitzverteilung bereits aus den gesetzlichen Vorschriften des § 25 Abs. 1 MgVG ergibt (vgl. hierzu auch nachfolgend Ziffer (c)(ii)). Weitere Aufgaben hätte ein etwaiges Verhandlungsgremium vorliegend nicht wahrzunehmen, weshalb die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF und der Vorstand der HAL die Auffassung vertreten, dass die Bildung eines besonderen Verhandlungsgremiums nicht erforderlich ist.

(c) Konkrete Auswirkungen auf die Mitbestimmung im Aufsichtsrat der HAF

Der bei der HAF eingerichtete Aufsichtsrat hat derzeit sechs Mitglieder. Er ist zu einem Drittel mit Arbeitnehmern der HAF besetzt.

(i) Anzahl der Arbeitnehmersitze

Die Größe des Aufsichtsrats in der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft wird (innerhalb der Grenzen des § 95 AktG) in der Satzung der HAF festgelegt. Die Verteilung der Aufsichtsratssitze zwischen Anteilseigner- und Arbeitnehmerseite bemisst sich im Rahmen der gesetzlichen Aufangregelung nach dem höchsten Anteil an Arbeitnehmervertretern, der vor der Verschmelzung in einer der verschmolzenen Gesellschaften bestand (§ 24 Abs. 1 MgVG). Da die HAL keiner unternehmerischen Mitbestimmung unterliegt, richtet sich die Zahl der Arbeitnehmervertreter im Aufsichtsrat der HAF nach der Verschmelzung nach den zum Zeitpunkt der Verschmelzung für die HAF geltenden Vorschriften. In diesem Zeitpunkt hat der Aufsichtsrat der HAF nach den Vorschriften des Drittelbeteiligungsgesetzes zu einem Drittel aus Arbeitnehmervertretern zu bestehen.

Der Aufsichtsrat der HAF wird daher nach Wirksamwerden der Verschmelzung gemäß ihrer Satzung weiterhin aus sechs Aufsichtsratsmitgliedern bestehen, wovon zwei Sitze auf Vertreter der Arbeitnehmer entfallen

(ii) Verteilung der Arbeitnehmersitze

§ 25 Abs. 1 Satz 1 bis 3 MgVG sieht vor, dass das besondere Verhandlungsgremium die Zahl der Arbeitnehmersitze im Aufsichtsrat auf die Mitgliedstaaten verteilt, in denen Mitglieder zu wählen oder zu bestellen sind. Die Verteilung richtet sich nach dem jeweiligen Anteil dar in den einzelnen Mitgliedstaaten beschäftigten Arbeitnehmer der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft ihrer Tochtergesellschaften und Betriebe. Können bei dieser anteiligen Verteilung die Arbeitnehmer aus einem oder mehreren Mitgliedstaaten Sitz erhalten, so hat das besondere Verhandlungsgremium den letzten Sitz einem bisher unberücksichtigten Mitgliedstaat zuzuweisen.

(A) Bei der aus der Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft werden im Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung voraussichtlich die folgenden Tochtergesellschaften und Betriebe mit den jeweiligen Arbeitnehmeranzahlen in den Mitgliedstaaten bestehen:

- Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA, 422 Arbeitnehmer (Deutschland);
- Hauck & Anhäuser Banquiers Luxembourg S.A. (künftig: Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA - Niederlassung Luxemburg), 89 Arbeitnehmer (Luxemburg);
- Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., 31 Arbeitnehmer (Luxemburg);
- Hauck & Aufhäuser Asset Management GmbH, 28 Arbeitnehmer (Deutschland);
- Häuck & Aufhäuser Institutional Research AG, 19 Arbeitnehmer (Deutschland), 3 Arbeitnehmer hiervon in der Repräsentanz London, 1 Arbeitnehmer hiervon in der Repräsentanz Paris;
- Hauck & Aufhäuser Alternative Investment Services S.A., 19 Arbeitnehmer (Luxemburg);
- Hauck & Aufhäuser Schweiz A.G. 7 Arbeitnehmer (Schweiz).

(B) Aus vorstehender Aufstellung der Arbeitnehmerzahlen folgt zwingend, dass zunächst ein Sitz der Arbeitnehmer aufgrund der Anzahl an Arbeitnehmern in Deutschland auf Deutschland fallen wird. Ein besonderes Verhandlungsgremium

wäre vorliegend somit allein zum Zwecke der Verteilung des letzten Sitzes zu bilden. Dieser ist nach § 25 Abs. 1 Satz 3 MgVG jedoch zwingend einem bislang unberücksichtigten Mitgliedstaat zuzuweisen. Die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF und der Vorstand der HAL sind daher — wie vorstehend bereits dargelegt - der Auffassung, dass auf die Bildung eines besonderen Verhandlungsgremiums allein zum Zwecke der Sitzverteilung im vorliegenden Fall verzichtet werden kann. §25 MgVG ist vielmehr als selbstvollziehende Regelung in dem Sinne zu verstehen, als dass der letzte Sitz dem nach der Zahl der Arbeitnehmer größten, bislang unberücksichtigten Mitgliedstaat - vorliegend also Luxemburg - zufällt. Die Arbeitnehmervertreterseite im Aufsichtsrat wird im Ergebnis aus einem Arbeitnehmer aus Deutschland und einem Arbeitnehmer aus Luxemburg bestehen. Eine Bildung eines besonderen Verhandlungsgremiums ist somit nicht erforderlich

(iii) Ermittlung der Arbeitnehmervertreter in Deutschland

Nach der Verteilung der Sitze werden die auf einen Mitgliedstaat entfallenden Arbeitnehmervertreter des Aufsichtsrats der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft nach den nationalen Regelungen des jeweils betroffenen Mitgliedstaats ermittelt. Die Wahl der auf Deutschland entfallenden Arbeitnehmervertreter erfolgt dabei durch ein Wahlgremium, das sich aus den Arbeitnehmervertretungen der aus der grenzüberschreitenden Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft, ihrer Tochtergesellschaften und Betriebe zusammensetzt (§ 25 Abs. 3 Satz 1 MgVG). Gemäß §§ 25 Abs. 3 Satz 2, 8 Abs. 2 und 3 MgVG sind Arbeitnehmer der deutschen Gesellschaften und Betriebe des Konzerns sowie Gewerkschaftsvertreter wählbar. Jeder dritte deutsche Arbeitnehmervertreter muss Vertreter einer Gewerkschaft sein, die in einer an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaft, einer betroffenen Tochtergesellschaft oder einem betroffenen Betrieb vertreten ist.

(iv) Ermittlung der Arbeitnehmervertreter in Luxemburg

Die Wahl der auf Luxemburg entfallenden Arbeitnehmervertreter erfolgt durch ein Wahlgremium, das sich aus den Personalvertretern der HAL, bzw. - nach Wirksamwerden der Verschmelzung - aus den Personalvertretern der neu errichteten Luxemburger Zweigniederlassung der HAF in Luxemburg, zusammensetzt (da die aktuellen Personalvertreter der HAL auch nach Verschmelzung im Amt bleiben, handelt es sich hierbei um die gleiche Personengruppe). Gemäß Artikel L.443-6 des LAGB sind Arbeitnehmer der HAL, bzw. - nach Wirksamwerden der Verschmelzung - der neu errichteten Luxemburger Zweigniederlassung der HAF in Luxemburg, wählbar. Gewerkschaftsvertreter, die nicht Arbeitnehmer der HAL, bzw. - nach Wirksamwerden der Verschmelzung - der neu errichteten Luxemburger Zweigniederlassung der HAF in Luxemburg, sind, sind nicht wählbar,

9.2 Arbeitnehmerbeteiligungsverfahren nach luxemburgischem Recht

Da eine Arbeitnehmerbeteiligungspflicht im Aufsichtsrat, gemäß Artikel L.426-1 des LAGB, erst ab 1.000 in Luxemburg beschäftigten Arbeitnehmern entsteht, unterliegt die HAL keiner Arbeitnehmerbeteiligung im Aufsichtsrat.

Aufgrund der Tatsache,

(a) dass der Vorstand der HAL gemäß § 23 Abs. 1 Nr. 3 MgVG und/oder, insofern notwendig und anwendbar, gemäß Artikel L.426-1 5(1) des LAGB, in Anlehnung an Artikel 16, 4. Punkt (a) der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten, im Rahmen der geplanten grenzüberschreitenden Verschmelzung, beschlossen hat, von der Einrichtung eines besonderen Verhandlungsgremiums abzusehen und die Mitbestimmung, unmittelbar ab Eintragung der grenzüberschreitenden Verschmelzung, nach den anwendbaren Regelungen des zweiten Kapitels des MgVG zu regeln, bzw. regeln zu lassen, und,

(b) dass die übernehmende, und nach der grenzüberschreitenden Verschmelzung verbleibende, Gesellschaft, deutschem Recht unterliegt.

sind nach Luxemburger Recht hinsichtlich der Arbeitnehmerbeteiligung – mit Ausnahme des unter Ziffer 9.1(c)(iv) beschriebenen Verfahrens zur Ermittlung der Arbeitnehmervertreter in Luxemburg – keine weiteren Schritte erforderlich.

10. Keine Gewährung besonderer Rechte

10.1 Weder der HAF als alleiniger Aktionärin der HAL nach Inhabern von anderen Wertpapieren als Aktien der HAL werden im Rahmen der Verschmelzung Sonderrecht i.S. des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bzw. Art. 261 (2) D HGG gewährt.

10.2 Die persönlich haftenden Gesellschafter der HAF, die natürliche Personen sind, erhalten nach § 10 Abs. 2 der Satzung der HAF vom 14. Dezember 2012 unter bestimmten Voraussetzungen für die Ausübung der Geschäftsführung und für ihre persönliche Haftung neben einer festen Vergütung einen Gewinnvoraus. Dieser Gewinnvoraus beträgt insgesamt 21 % des Jahresüberschusses, der sich nach den Grundsätzen für die Aufstellung des Jahresabschlusses einer Kommanditgesellschaft ergibt.

11. Keine Gewährung besonderer Vorteile; Verschmelzungsprüfung

11.1 Die Organstellung der Mitglieder des Vorstands der HAL erlischt mit Wirksamwerden der Verschmelzung. Das bisherige Vorstandsmitglied der HAL, Herr Harald Brunner, wurde mit Beschluss der persönlich haftenden Gesellschafter der HAF vom 15. Januar 2013 mit Wirkung zum 1. Januar zum ständigen Vertreter der Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA - Niederlassung Luxemburg bestellt. Frau Marie-Anne van den Berg wird im Zusammenhang mit der Erweiterung des Geschäftszwecks der Niederlassung zur weiteren ständigen Vertreterin der Hauck & Aufhäuser Privatbankiers KGaA

- Niederlassung Luxemburg bestellt werden. Besondere Vorteile i.S.d. § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG bzw. Art. 261 (2) g) HGG wurden und werden den Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorganen der HAL nicht gewährt.

11.2 Den Mitgliedern der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorgane der HAF wurden und werden keine besonderen Vorteile i.S. des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG bzw. Art. 261 (2) g) HGG gewährt. Insbesondere ändern sich durch die Verschmelzung auch nicht die Stellung, die Kompetenzen oder die Zusammensetzung der persönlich haftenden Gesellschafter der HAF; dies gilt insbesondere auch für die persönlich haftende Gesellschafterin Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH.

11.3 Da sich alle Anteile der HAL in der Hand der HAF befinden, bedarf es gemäß § 122f Satz 1 i.V.m. §§ 9 Abs. 2 UmwG keiner Verschmelzungsprüfung und dementsprechend auch keiner Bestellung eines Verschmelzungsprüfers. Besondere Vorteile zugunsten eines Verschmelzungsprüfers im Sinne von § 122c Abs. 2. Nr. 8 UmwG können daher nicht gewährt werden.

12. Satzung der HAF

Die derzeitiger Satzung der HAF ist diesem Verschmelzungsplan gemäß § 122 c Abs. 2 Nr. 9 UmwG bzw. Art. 261 (4) a) HGG als Anlage 1 beigefügt und ist Bestandteil des Verschmelzungsplans. Die Satzung der HAF wird im Rahmen der Verschmelzung der HAL auf die HAF nicht geändert.

13. Rücktrittsvorbehalt

Jeder der an der Verschmelzung beteiligten Parteien ist zum Rücktritt von diesem Verschmelzungsplan berechtigt, wenn die Verschmelzung nicht bis zum 31. März 2014 in das Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt a.M. eingetragen worden ist. Der Rücktritt ist der anderen Partei gegenüber durch eingeschriebenen Brief mit Rückschein zu erklären und dem beurkundenden deutschen sowie dem beurkundenden luxemburgischen Notar schriftlich mitzuteilen.

14. Kosten, Steuern, Gebühren

Die durch die Aufstellung dieses Verschmelzungsplans und aus seinem Vollzug entstehenden Kosten, Steuern und Gebühren tragen die beteiligten Gesellschaften soweit sie bei Ihnen anfallen. Falls die Verschmelzung nicht wirksam werden sollte, tragen die HAF und die HAL sämtliche ihnen im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung der Verschmelzung sowie die im Zusammenhang mit der Aufstellung dieses Verschmelzungsplans bei ihnen jeweils entstandenen Kosten selbst. Gemeinsam veranlasste Kosten trägt die HAF.

15. Abschliessende Bestimmungen

15.1 Sollte eine Bestimmung dieses Verschmelzungsplans unwirksam, undurchführbar oder nicht durchsetzbar sein oder werden, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen davon nicht berührt. Die Parteien verpflichten sich vielmehr bereits jetzt, anstelle der unwirksamen, undurchführbaren oder nicht durchsetzbaren Bestimmung eine solche zu vereinbaren, die im Rahmen der rechtlichen Möglichkeiten dem am nächsten kommt, was die Parteien nach den Sinn und Zweck der unwirksamen, undurchführbaren oder nicht durchsetzbaren Bestimmung wirtschaftlich gewollt haben. Gleiches gilt für etwaige Regelungslücken.

15.2 Änderungen oder Ergänzungen dieses Verschmelzungsplans bedürfen der notariellen Beurkundung.

15.3 Ausschließlicher Erfüllungsort und Gerichtsstand für alle Ansprüche aus oder im Zusammenhang mit diesem Verschmelzungsplan ist - soweit rechtlich zulässig - Frankfurt a.M., Deutschland. Jede der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften wird zudem die Vorschriften und Formalitäten des für sie geltenden innerstaatlichen Rechts einhalten bzw. erledigen.

Satzung

HAUCK & AUFHAUSER
 PRIVATBANKIERS
 Kommanditgesellschaft auf Aktien
 In Frankfurt am Main

I. Allgemeine Bestimmungen

§ 1. Firma und Sitz der Gesellschaft

- (1) Die Gesellschaft führt die Firma
Hauck & Aufhäuser Privatbankiers
- (2) Die Gesellschaft hat Ihren Sitz In Frankfurt am Main. Sie führt eine Zweigniederlassung in München.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens

(1) Zweck der Gesellschaft ist der Betrieb von Bank- und Finanzgeschäften, aller Art und von allen damit zusammenhängenden Geschäften, insbesondere die Übernahme und der Festbetrieb der unter der Firma Georg Hauck & Sohn Bankiers in Frankfurt am Main und unter der Firma Bankhaus H. Aufhäuser in München betriebenen Geschäfte.

(2) Die Gesellschaft ist berechtigt, Zweigniederlassungen zu errichten. Sie darf sich an anderen Unternehmen beteiligen, solche Unternehmen erwerben oder errichten, solche Gesellschaften eingeben sowie überhaupt alle Geschäfte vornehmen, die geeignet sind den Zweck der Gesellschaft zu fördern.

§ 3. Dauer der Gesellschaft und Geschäftsjahr

- (1) Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit eingegangen.
- (2) Die Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

§ 4. Bekanntmachungen

Die Bekanntmachungen erfolgen im Bundesanzeiger.

II. Persönlich haftende Gesellschaften, Grundkapital und Aktien

§ 5. Persönlich haftende Gesellschafter

(1) Persönlich haftende Gesellschafter sind:

1. Jochen Lucht Bankier, Königstrein i. T5.
2. die Hauck & Aufhäuser Gesellschaftsleitung GmbH

(2) Im Einvernehmen mit dem Aktionärsausschuss wählen die persönlich haftenden Gesellschafter einen persönlich haftenden Gesellschafter, der eine natürliche Person ist, mit einfacher Mehrheit zu ihrem Sprecher. Rechte und Pflichten des Sprechers der persönlich haftenden Gesellschafter ergeben sich aus dieser Satzung und der Geschäftsordnung der Geschäftsleitung.

§ 6. Grundkapital und Stückaktien

(1) Das Grundkapital der Gesellschaft beträgt € 16.000.000,-.

Es ist eingeteilt in 307.692 nennwertlose stimmberechtigte Stammaktien.

(2) Die Aktien lauten auf dem Namen. Sie sind mit genauer Bezeichnung des Kommanditaktionärs nach Namen, Geburtsdatum und Adresse bzw. Firma und Sitz in das Aktienregister der Gesellschaft einzutragen. Es können Sammelurkunden ausgegeben werden. Der Anspruch der Kommanditaktionäre auf Einzelverbriefung ihrer Aktien ist ausgeschlossen.

(3) Der Form der Aktienurkunden, gegebenenfalls der Dividenden- und Erneuerungsscheine, setzen die persönlich haftenden Gesellschafter mit Zustimmung des Aktionärsausschusses fest.

(4) Die persönlich haftenden Gesellschafter werden ermächtigt, mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses bis zum 28. Mai 2013 das Grundkapital der Gesellschaft um insgesamt bis zu € 390.000.00 (in Worten: Euro dreihundertneunzigtausend) durch die Ausgabe von bis zu 7.500 neuen, auf den Namen lautenden nennwertlosen Stückaktien gegen Sacheinlagen zu erhöhen (genehmigtes Kapital III). Das Bezugsrecht der Aktionäre wird ausgeschlossen. Zum Bezug der Aktien sind die persönlich haftenden Gesellschafter zugelassen, die einen teilweise durch Lieferung von Aktien der Gesellschaft zu befriedigenden Gewinnvorausanspruch haben. Als Sacheinlagen sind ausschliesslich die durch Gewährung von Aktien der Gesellschaft zu befriedigenden Teile der Gewinnvorausansprüche der persönlich haftenden Gesellschaften zugelassen, die im Jahr der jeweiligen Ausnutzung des genehmigten Kapitals fällig geworden sind. Die persönlich haftenden Gesellschafter entscheiden mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses über den Ausgabebetrag, welcher auf die Sacheinlage verrechnet wird, unter Beachtung folgender Massgaben:

a Der Ausgabebetrag darf EUR 500.00 nicht unterschreiben

b Der Ausgabebetrag darf - vorbehaltlich der Regelung in c - den höchsten von Aktionären der Gesellschaft oder der Gesellschaft selber aufgewandten oder erzielten Erwerbs- oder Veräusserungspreis für Aktien der Gesellschaft während der sechs Monate vor Ausnutzung der Ermächtigung und den rechnerischen Anteil einer Aktie am zuletzt im Auftrag der Gesellschaft sachverständlich ermitteltem Unternehmenswert nicht unterschreiben.

c Aus Anlass oder zur Vorbereitung der Ausnutzung des genehmigten Kapitals können sowohl die persönlich haftenden Gesellschafter wie auch der Aufsichtsrat wie auch der Aktionärsausschuss die Einholung eines Sachverständigengutachtens zur Ermittlung des Unternehmenswertes zu einem Stichtag höchstens sechs Monate vor Ausnutzung des genehmigten Kapitals verlangen, der Auftrag zur Erstellung des Sachverständigengutachtens ist als gemeinsamer Auftrag der persönlich haftenden Gesellschafter, des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses an eine auf dem Gebiet von Unternehmensbewertungen erfahrenen Wirtschaftsprüfungsgesellschaft zu erteilen. Bei Vorliegen eines eingeholten solchen Sachverständigengutachtens zu einem Stichtag höchstens sechs Monate vor Ausnutzung des genehmigten Kapitals darf der Ausgabebetrag den rechnerischen Anteil einer Aktie an dem durch das Sachverständigengutachten ermittelten Unternehmenswert nicht unterschreiten.

Die persönlich haftenden Gesellschafter dürfen das genehmigte Kapital nur innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Tag einer ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft ausnutzen ("Ausnutzungszeitraum"). Der Ausnutzungszeitraum beginnt im Geschäftsjahr 2000 am Tag der Eintragung der Ermächtigung ins Handelsregister.

Die jungen Aktien sind ab dem Beginn desjenigen Geschäftsjahres gewinnberechtigt, in dem die Durchführung der Kapitalerhöhung unter Ausnutzung des genehmigten Kapitals ins Handelsregister eingetragen wird.

Über den sonstigen Inhalt der Aktienrechte und die weiteren Bedingungen der Aktienaussgabe entscheiden die persönlich haftenden Gesellschafter mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses.

Der Aufsichtsrat wird ermächtigt § 5 der Satzung entsprechend der jeweiligen Ausnutzung dieses genehmigten Kapitals nach Ablauf der Ermächtigungsfrist anzupassen.

(5) Die persönlich haftenden Gesellschafter sind ermächtigt, mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses bis zum Ablauf von fünf Jahren ab Eintragung dieser Ermächtigung ins Handelsregister der Gesellschaft das Grundkapital der Gesellschaft um insgesamt bis zu € 2.000.000 (in Worten: Euro zwei Millionen) durch Ausgabe von bis zu 36.451 neuen, auf den Namen lautenden, nennwertlosen Stückaktien gegen Sacheinlagen zu erhöhen (genehmigtes Kapital III). Das Bezugsrecht der Kommanditaktionäre wird ausgeschlossen. Zum Bezug der Aktien ist der Darlehensgeber aus dem der Gesellschaft am 23. Dezember 2008 gewährten Nachrangdarlehen über € 15.000.000 (Darlehensgeber) zugelassen, soweit der Darlehensgeber eine wirksame Wandlungserklärung zur Wandlung seiner Darlehensforderung in Kommanditkapital abgegeben hat. Als Sacheinlage ist ausschliesslich die Darlehensforderung des Darlehensgebers zugelassen.

Der Ausgabebetrag ist auf Grundlage einer durch die Deloitte & Touche GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft auf Kosten und mit Unterstützung der Gesellschaft durchzuführenden Unternehmensbewertung nach den Grundsätzen des IDW S1 festzusetzen, indem der ermittelte Unternehmenswert durch die bei Ausübung der Ermächtigung vorhandene Anzahl der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien geteilt wird. Sollte die Deloitte & Touche GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft im Wandlungszeitpunkt nicht für eine Unternehmensbewertung zur Verfügung stehen, ist eine andere, durch die Gesellschaft in Abstimmung mit dem Darlehensgeber ausgewählte, international tätige und anerkannte Wirtschaftsprüfungsgesellschaft mit einer Unternehmensbewertung nach den Grundsätzen des IDW S1 zu beauftragen. Sofern sich die Gesellschaft und der Darlehensgeber nicht auf eine solche andere Wirtschaftsprüfungsgesellschaft einigen können, erfolgt die Benennung durch den Vorstand des Instituts der Wirtschaftsprüfer in Deutschland e.V. (IDW), Düsseldorf.

Die Gesamtzahl der an den Darlehensgeber auszubehenden Aktien errechnet sich durch Division der Darlehensforderung (ohne aufgelaufene Zinsen und sonstige Nebenforderungen) durch den Ausgabebetrag. Die Gesamtzahl der auszubehenden Aktien ist auf eine ganze Aktie aufzurunden. Einen etwaigen Differenzbetrag zwischen dem Betrag der Darlehensforderung und dem Gesamtausgabebetrag hat der Darlehensgeber in bar zu leisten.

Die persönlich haftenden Gesellschafter dürfen das genehmigte Kapital nur nach Wirksamwerden einer Wandlungserklärung des Darlehensgebers ausnutzen.

Die jungen Aktien sind ab dem Tag gewinnberechtigt, welcher dem Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Wandlungserklärung folgt.

Über den sonstigen Inhalt der der Aktienrechte und die weiteren Bedingungen der Aktienaussgabe entscheiden die persönlich haftenden Gesellschafter mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses.

(6) Die persönlich haftenden Gesellschafter werden ermächtigt mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses das Grundkapital bis zum 9. Juni 2015 um bis zu € 3.200.000.00 durch einmalige oder mehrmalige Ausgabe von nennwertlosen, stimmberechtigter, auf den Namen lautenden Stammaktien gegen Bareinlage zu erhöhen (genehmigtes Kapital I). Die persönlich haftenden Gesellschafter sind ferner ermächtigt, mit Zustimmung des Aufsichtsrates und des Aktionärsausschusses die weiteren Einzelheiten der Durchführung von Kapitalerhöhungen aus dem genehmigten Kapital festzulegen. Das Bezugsrecht wird nicht ausgeschlossen.

§ 7. Verlegung über Aktien

(1) Zur Übertragung von Aktien einschliesslich Treuhand- und Legitimdatenübertragungen sowie zur Bestellung eines Niessbrauches der Einrichtung von Miteigentum, der Verworfung von Aktien in Folge eines Pfändungspfandrechtes, zur Verpfändung von Aktien und ähnlichen Belastungen ist die Zustimmung des Aktionärsausschusses und des Sprechers der persönlich haftenden Gesellschafter erforderlichlich.

(2) Die Zustimmung soll nur aus wichtigem Grund verweigert werden. Als wichtiger Grund gilt insbesondere, wenn ein Aktionär über Aktien zugunsten eines Kreditinstitutes oder eines bankähnlichen Institutes oder einer Gesellschaft, die selbst keine Bankgeschäft betreibt, jedoch einem Konzern angehört, der überwiegend bankgeschäftlich tätig ist, gemäß Abs. (1) verfügt. Von einer Verweigerung der Zustimmung aus wichtigen Grund gemäss Satz 2 kann abgesehen werden, wenn die Hauptversammlung des im Einzelfall mit einer Mehrheit von 60 % des stimmberechtigten Grundkapitals beschließt hierbei sind die Aktionäre, welche ihre Aktien übertragen wollen, stimmberechtigt in den Fällen des Satzen 1 und des Satzen 7 kann der Sprecher der persönlich haftenden Gesellschafter dem betreffenden Kommanditaktionär einen Interessenten (Dritten), der bereit hat, unter Zugrundelegung des Marktpreises die Übertragungen und Belastungen über Aktien zu seinen Gunsten anzunehmen, mit der Wirkung benennen, daß dann die Übertragung oder Belastung der Aktien an den von dem Kommanditaktionär bezeichneten Interessenten unzulässig ist. Kommt es in diesem Zusammenhang nicht zu einer Einigung über den Marktpreis so ist dieser nach ... Ermessen durch einen von der Industrie- und Handelskammer Frankfurt am Main zu senden vereidigten Sachverständigen in einem Gutachten verbindlich für alle Beteiligten festzustellen.

Die Kosten für das Gutachten sind von der Bank und dem betreffenden Kommanditaktionär je zur Hälfte zu tragen.

(3) Die Zustimmung gemäß Abs. (1) muß erteilt werden bei einer Übertragung oder Belastung von Aktien zugunsten des Ehegatten, von Verwandten in gerader Linie, persönlich haftenden Gesellschaftern sowie innerhalb des Konzerns im Sinne der §§ 15 ff. AktG, dem ein Kommanditaktionär angehört. Dies gilt nicht für die direkte oder indirekte Übertragung

oder Belastung zugunsten von Konzerngesellschaften, die auf dem Gebiet des Bankwesens tätig sind um schädlichen Wettbewerb gegenüber den Bankgeschäften von Hauck & Aufhäuser Privatbankiers Kommanditgesellschaft auf Aktien betreiben. Die Zustimmung zu einer Übertragung oder Belastung zugunsten einer Konzerngesellschaft kann davon abhängig gemacht werden, daß sich der Erwerber für den Fall, daß er selbst künftig auf dem Gebiet des Bankwesens tätig ist und schädlichen Wettbewerb gegenüber den Bankgeschäften von Hauck & Aufhäuser Privatbankiers Kommanditgesellschaft auf Aktien betreibt oder unmittelbar in den Kapitalmässigen oder stimmrechtsmässigen Mehrheitsbesitz eines auf dem Gebiet des Bankwesens tätigen und schädlichen Wettbewerb gegenüber den Bankgeschäften von Hauck & Aufhäuser Privatbankiers Kommanditgesellschaft auf Aktien betreibenden Unternehmens gerät, schriftlich verpflichtet, die Aktien zugunsten einer anderen Konzerngesellschaft zu übertragen oder zu belasten, die sich nicht auf dem Gebiet des Bankwesens in dieser Weise betätigt. Schädlicher Wettbewerb wird dann vermutet, wenn sich das Dienstleistungspektrum weitgehend mit dem des Bankgeschäftes von Hauck & Aufhäuser Privatbankiers Kommanditgesellschaft auf Aktien deckt.

III. Verfassung der Gesellschaft

§ 8. Organe

Organe der Gesellschaft sind:

1. die persönlich haftenden Gesellschafter (§§ 9 bis 12)
 2. der Aktionärsausschuß (§§13 bis 15)
 3. der Aufsichtsrat (§§ 16 bis 20)
 4. die Hauptversammlung (§§ 21 bis 23)
1. Die persönlich haftenden Gesellschafter

§ 9. Geschäftsführung und Vertretung

- (1) Die Geschäftsführung steht den persönlich haftenden Gesellschafter zu.
- (2) Die Gesellschaft wird vorbehaltlich § 23 gesetzlich durch zwei persönlich haftenden Gesellschafter oder durch einen persönlich haftenden Gesellschafter in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten.
- (3) Die persönlich haftenden Gesellschafter stellen gemeinsam und im Einvernehmen mit dem Aktionärsausschuss einer Geschäftsordnung auf. Sie regelt die Durchführung der den persönlich haftenden Gesellschaftern durch die Satzung übertragenen Aufgaben.

§ 10. Pflichten und Rechte der persönlich haftenden Gesellschafter

- (1) Die persönlich haftenden Gesellschafter, die natürliche Personen sind, haben ihre ganze Arbeitskraft dem Zwecken der Gesellschaft zu widmen, Ausnahmen bedürden der Zustimmung des Aktionärsausschusses. Der Aktionärsausschuß hat dafür Sorge zu tragen, der die Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH ausschliesslich im Interesse der Gesellschaft als deren persönlich haftender Gesellschafter handelt.
- (2) Die persönlich haftenden Gesellschafter die natürliche Personen sind, erhalten für die Ausübung der Geschäftsführung und für ihre persönliche Haftung eine über Geschäftskosten zu verbuchende feste Vergütung sowie einen Gewinnvoraus. Sie können Pensionszusagen erhalten. Die Einzelheiten wurden in Verträgen festgelegt, die dem Aktionärsausschuss als Vertreter der Gesellschaft zur Beschlussfassung vorzulegen sind und vom Vorsitzenden des Aktionärsausschusses, bei dessen Verhinderung von seinem Stellvertreter unterzeichnet werden.
- (3) Der Gewinnvorrat der persönlich haftenden Gesellschafter, die natürliche Personen sind, beträgt insgesamt maximal 21% des Jahresüberschusses, der sich nach den Grundsatzung für die Aufstellung des Jahresabschlusses einer Kommanditgesellschaft ergibt. Auf einen Gewinnvorrat besteht jedoch nur dann Anspruch, wenn der Jahresüberschuss im Konzern für das betreffende Geschäftsjahr nach Auffassung des Aktionärsausschusses die Zahlung einer Dividende in Höhe eines Betrages von 15% des zu dessen Beginn vorhandenen Grundkapitals zulassen würde.
- (4) Solange die Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitung GmbH ausschliesslich für die Gesellschaft tätig ist, werden ihr von dieser sämtliche im Zusammenhang mit der Geschäftsführung entstehenden Auslagen und Aufwendungen erstattet.

§ 11. Eintritt eines persönlich haftenden Gesellschafters

Der Eintritt eines persönlich haftenden Gesellschafters kann nur mit Zustimmung der Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter, mit Zustimmung des Aktionärsausschusses und mit Beschluß der Hauptversammlung der einer Mehrheit von 60% des vertretenen Stimmberechtigten Grundkapitals bedarf (§22 Abs (3) Nr. 1 der Satzung), erfolgen.

§ 12. Ausscheiden von persönlich haftenden Gesellschaftern

- (1) Ein persönlich haftenden Gesellschafter, der natürliche Person ist, scheidet nach Massgabe der mit dem Aktionärsausschuss getroffenen Vereinbarungen aus der Gesellschaft aus. Der Aktionärsausschuss kann darüber hinaus durch schriftliche Erklärung das Vertragsverhältnis aus wichtigem Grunde kündigen. Die Kündigung ist wirksam, bis ein rechtskräftiges Urteil die Unwirksamkeit festgestellt hat.
- (2) Austritt und Ausschluss der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH können nur mit Zustimmung der Mehrheit der anderen persönlich haftenden Gesellschafter, mit Zustimmung des Aktionärsausschusses und mit Beschluss der

Hauptversammlung, der einer Mehrheit von 80% des vertretenen stimmberechtigten Grundkapitals bedarf (§22 Abs. (3) Nr. 1 der Satzung), erfolgen.

(3) Der ausgeschiedene persönlich haftende Gesellschafter kann weder Befreiung von Gesellschaftsverbindlichkeiten nach Sicherheitsleistung verlangen, jedoch steht ihm die Gesellschaft dafür ein, daß er für die Schulden der Gesellschaft nicht in Anspruch genommen wird.

2. Der Aktionärsausschuß

§ 13. Zusammensetzung und Aufgaben

(1) Die Hauptversammlung bestellt jeweils für die Dauer von ca. drei Jahren, d.h. bis zum Ende der ordentlichen Hauptversammlung, welche über die Entlastung der Mitglieder des Aktionärsausschusses nach der Jahren beschließt, einen Aktionärsausschuß, dem auch Nichtgesellschafter, nicht aber persönlich haftende Gesellschafter oder Geschäftsführer persönlich haftenden Gesellschafter angehören dürfen. Die Zahl der Mitglieder beträgt mindestens drei höchstens neun, sie wird von der Hauptversammlung festgelegt. Es können Ersatzmitglieder gewählt werden. Die Wahl der Ausschussmitglieder erfolgt in der Hauptversammlung mit einer Mehrheit von 80% des vertretenen stimmberechtigten Grundkapitals. Hierbei ist zunächst über den Wahlvorschlag insgesamt abzustimmen, den - im Einvernehmen mit dem Sprecher der persönlich haftenden Gesellschafter - der Aktionärsausschuß vorlegt. Unterbreitet der Aktionärsausschuß der Hauptversammlung keinen Wahlvorschlag oder findet die Wahl von Kandidaten, die er vorgeschlagen hat, nicht die notwendige Mehrheit in der Hauptversammlung, so können Kommanditaktionäre, die alleine oder insgesamt 20% des stimmberechtigten Grundkapitals auf sich vereinigen, jeweils einen Kandidaten in den Aktionärsausschuß entsenden. Die Zahl der Mitglieder des Aktionärsausschusses wird in diesem Falle durch die Zahl der insgesamt in dieser Weise bestellten Mitglieder bestimmt.

(2) Ausschussmitglieder können von der Hauptversammlung von Ablauf ihrer Amtszeit abberufen werden. Der Beschluß bedarf einer Mehrheit von 80% des vertretenen Grundkapitals.

(3) Scheidet ein Ausschußmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus dem Ausschuss aus, ohne dass ein Ersatzmitglied zur Verfügung steht, so wird für die Restlaufzeit der Wahlperiode des Aktionärsausschusses eine Ersatzwahl vorgenommen. Die Wahl erfolgt mit einfacher Mehrheit auf gemeinsamen Vorschlag des Sprechers der persönlich haftenden Gesellschafter und des Aktionärsausschusses.

(4) Der Aktionärsausschuß wählt einen Vorsitzenden und dessen Stellvertreter. Der Vorsitzende führt den Verkehr mit den persönlich haftenden Gesellschaftern. Bei Verhinderung des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben von dem Stellvertreter wahrgenommen.

(5) Der Aktionärsausschuß unterstützt die persönlich haftenden Gesellschafter bei der Geschäftsführung und nimmt die ihm durch die Satzung zugewiesenen Aufgaben wahr. Er vertritt – soweit nicht die Hauptversammlung oder der Aufsichtsrat zwingend zuständig ist - die Kommanditaktionäre gegenüber den persönlich haftenden Gesellschaftern sowie bei der Ausübung mitgliedschaftlicher Rechte der Gesellschaft in der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH gemäß § 23. Die persönlich haftenden Gesellschafter berichten dem Aktionärsausschuß nach Grundsätzen, die für die Berichterstattung an den Aufsichtsrat gelten. Der Aktionärsausschuß entscheidet in den Fällen des §5 Abs. 2 und des § 9 Abs. 3 allein, soweit eine Entscheidung der persönlich haftenden Gesellschafter nicht zustande kommt. Bestehen in Fragen, für die sich eine Zuständigkeit des Aktionärsausschusses ergibt, Meinungsverschiedenheiten zwischen der Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter und dem Aktionärsausschuß, so entscheidet auf Antrag der Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter oder des Aktionärsausschusses die Hauptversammlung. Der Beschluß der Hauptversammlung bedarf einer Mehrheit der abgegebenen Stimmen,

§ 285 Abs. (2) Satz 1 AktG bleibt unberührt.

(6) Der Aktionärsausschuß kann einzelne Aufgaben auf Unterausschüssen oder einzelne Ausschussmitglieder delegieren. Insbesondere kann für die Prüfung des Kreditgeschäfts ein Kreditausschuß sowie für alle Angelegenheiten, die persönlich haftenden Gesellschafter, Prokuristen und sonstigen leitenden Angestellten betreffen, ein Personalausschuß gebildet werden. Das Nähere regelt der Aktionärsausschuß durch eine Geschäftsordnung für die betreffenden Unterausschüsse

(7) Die persönlich haftenden Gesellschafter nehmen an den Sitzungen des Aktionärsausschusses ohne Stimmrecht teil. Soweit der Aktionärsausschuß Angelegenheiten der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH zur Ausübung mitgliedschaftlicher Rechte der Gesellschaft in der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH behandelt, kann er einzelne oder alle persönlich haftenden Gesellschafter sowie die Geschäftsführer der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH von seinen Sitzungen ausschließen.

(8) Jedes Ausschussmitglied und jeder persönlich haftende Gesellschafter kann unter schriftlicher Angabe des Zweckes und der Gründe verlangen, daß der Ausschuß vorsitzende unverzüglich den Aktionärsausschuß einberuft. Die Sitzung soll binnen zwei Wochen nach der Einberufung stattfinden. Wird ein solches Verlangen nicht entsprochen, so kann der Antragsteller unter Mitteilung des Sachverhaltes selbst den Aktionärsausschuß einberufen.

(9) Der Aktionärsausschuß soll in der Regel einmal im Kalendervierteljahr, er muß einmal im Kalenderhalbjahr einberufen werden.

(10) Der Aktionärsausschuß gibt sich eine Geschäftsordnung. Sie regelt die Durchführung der dem Aktionärsausschuß durch die Satzung übertragenen Aufgaben.

(11) Erklärungen des Aktionärsausschusses und seiner Unterausschüsse werden namens des Aktionärsausschusses von dessen Vorsitzenden abgegeben.

§ 14. Beschlufassung

Der Aktionärsausschuß entscheidet durch Beschluß mit einfacher Mehrheit nach Köpfen. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag. Er ist beschlußfähig, wenn mehr als die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind. Schriftliche (auch per Telefax), telegrafische oder fernmündliche Beschlussfassungen des Aktionärsausschusses sind nur zulässig, wenn kein stimmberechtigtes Ausschussmitglied diesem Verfahren widerspricht.

§ 15. Vergütung

Die Mitglieder des Aktionärsausschusses haben Anspruch auf Erstellung ihrer Auslagen. Die Hauptversammlung kann von Jahr zu Jahr beschließen, dass sie darüber hinaus eine Vergütung erhalten, deren Höhe die Hauptversammlung festsetzt.

3 Der Aufsichtsrat

§16. Zusammensetzung

(1) Der Aufsichtsrat besteht aus sechs Mitgliedern, die nach den gesetzlichen Bestimmungen zu wählen sind.

(2) Die Wahl der Aufsichtsratsmitglieder erfolgt für die Zeit zur Beendigung der Hauptversammlung, die über die Entlastung für das vierte Geschäftsjahr nach dem Beginn der Amtszeit beschliesst. Hierbei wird das Geschäftsjahr, in dem Amtszeit beginnt, nicht mitgerechnet.

(3) Die Kommanditaktionäre können für jedes von ihnen zu bestimmende Aufsichtsratsmitglied ein Ersatzmitglied wählen. Ebenso kann gleichzeitig mit der Wahl der Arbeitnehmervertreter im Aufsichtsrat für jeden von ihnen ein Ersatzmitglied gewählt werden. Ersatzmitglieder treten für die Dauer der restlichen Amtszeit des ausscheidenden ordentlichen Mitgliedes an dessen Stelle. Wird in Ermangelung eines Ersatzmitgliedes ein Aufsichtsratsmitglied anstelle eines vorzeitig ausscheidenden Mitgliedes gewählt, so besteht sein Amt für den Rest der Amtszeit des ausscheidenden Mitgliedes.

(4) Jedem Mitglied des Aufsichtsrats und jedem Ersatzmitglied ist gestattet sein Amt unter Einhaltung einer vierwöchigen Kündigungsfrist niederzulegen, auch wenn kein wichtiger Grund vorliegt.

§ 17. Vorsitzender des Aufsichtsrates und Stellvertreter

Nach Schluss der ordentlichen Hauptversammlung, in der alle von der Hauptversammlung zu wählenden Mitglieder gewählt worden sind, wählt der Aufsichtsrat in seiner Sitzung, die ohne besondere Einladung stattfindet, für die Dauer seiner Amtszeit aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter. Scheidet der Vorsitzende oder sein Stellvertreter während der Amtszeit aus, so muss der Aufsichtsrat unverzüglich eine Ersatzwahl vornehmen.

§ 18. Aufgaben

(1) Der Aufsichtsrat nimmt die ihm durch das Gesetz zugewiesenen Aufgaben wahr, jedoch werden die Beschlüsse der Kommanditaktionäre vom Aktionärsausschuss durchgeführt.

(2) Die Aufsichtsrat ist befugt Änderungen der Satzung, die nur die Fassung betreffen vorzunehmen.

(3) Erklärungen des Aufsichtsrats werden namens des Aufsichtsrats von seinem Vorsitzenden abgegeben.

§ 19. Innere Ordnung

(1) Sitzungen des Aufsichtsrats werden von dem Vorsitzenden oder im Falle seiner Verhinderung von seinem Stellvertreter einberufen. Die Bestimmung des § 110 AktG bleibt unberührt bei der Einberufung soll die Tagesordnung mitgeteilt werden, ohne dass die Gültigkeit der zufassenden Beschlüsse hiervon abhängt.

(2) Den Vorsitz in der Aufsichtsratssitzung führt der Vorsitzende oder sein Stellvertreter, welche die Art der Abstimmung bestimmen. Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme der Vorsitzenden oder im Falle seiner Verhinderung die Stimme seines Stellvertreters. Die persönlich haftenden Gesellschafter nehmen an den Sitzungen des Aufsichtsrats ohne Stimmrecht teil. Die Beschlüsse werden in einem Protokollbuch niedergelegt und von dem Vorsitzenden oder – bei Verhinderung – von seinem Stellvertreter unterzeichnet.

(3) Wenn kein Mitglied des Aufsichtsrats widerspricht, können auf Anordnung des Vorsitzenden Beschlüsse schriftlich (auch per Telefax), telegrafisch oder fernmündlich gefasst und ebenso Abstimmungen vorgenommen werden.

(4) Der Aufsichtsrat kann zur Regelung seiner Inneren Ordnung eine Geschäftsordnung erlassen.

§ 20. Vergütung

Die Mitglieder des Aufsichtsrats haben Anspruch auf Erstattung ihrer Auslagen. Die Hauptversammlung kann von Jahr zu Jahr beschließen das sie darüber hinaus seine Vergütung erhalten, deren Höhe die Hauptversammlung festsetzt.

4. Die Hauptversammlung

§ 21. Ordentliche und außerordentliche Hauptversammlung

(1) Die ordentliche Hauptversammlung hat jährlich innerhalb der ersten acht Monate nach Beendigung des Geschäftsjahres stattzufinden. Sie findet entweder am Sitz der Gesellschaft oder am Ort einer Zweigniederlassung statt. Eine außerordentliche Hauptversammlung ist einzuberufen.

- a) wenn das Wohl der Gesellschaft es erfordert.
- b) wenn Kommanditaktionäre dies wünschen, die alleine oder insgesamt mindestens 5 % das Grundkapitals auf sich vereinigen, oder
- c) im Falle des § 13 Abs. (5) Satz 4.

Hauptversammlungen werden von der Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter einberufen. Das Recht zur Einberufung geht auf die Berechtigten nach Abs. (1) b) oder (1) c) über, wenn denen Verlangen von den persönlich haftenden Gesellschaftern nicht entsprochen wird.

(2) Die Einberufung der Hauptversammlung erfolgt mit angeschriebenem Brief oder durch Bekanntmachung im Bundesanzeiger unter Bekanntgabe der Tagesordnung und des Tagungsorts mit einer Frist von mindestens einem Monat.

(3) Zur Teilnahme an der Hauptversammlung sind denjenigen Kommanditaktionäre berechtigt, die im Aktienregister der Gesellschaft eingetragen sind.

(4) Die Mitglieder des Aktionärsausschusses nehmen - zuweilen sie nicht als Kommanditaktionäre teilnahmeberechtigt sind - an den Hauptversammlungen ohne Stimmrecht teil.

§ 22. Vorsitz, Abstimmung

(1) Den Vorsitz in der Hauptversammlung führt der Vorsitzende des Aufsichtsrats oder, wenn dieser verhindert ist, eine vom Aktionärsausschuß bestimmte Person.

(2) Jede Stammaktie gewährt eine Stimme.

(3) Die Beschlüsse der Hauptversammlung werden, soweit nicht zwingende Vorschriften des Aktiengesetzes etwas Abweichendes bestimmen, mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Soweit das Aktiengesetz ausserdem zur Beschlußfassung eine Mehrheit des bei der Beschlußfassung vertretenen Grundkapitals vorschreibt, genügt - soweit dies gesetzlich zulässig ist - die einfache Mehrheit des vertretenen Grundkapitals. Jedoch bedürfen folgende Maßnahmen einer Mehrheit von 80 % des bei der Beschlußfassung vertretenen Stimmberechtigten Grundkapitals:

1. Aufnahme von persönlich haftenden Gesellschaftern sowie Austritt und Ausschluss der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH

2. Wahl von Mitgliedern des Aktionärsausschusses auf Vorschlag des Aktionärsausschusses, unbeschadet von § 13 Abs. (3)

3. Abberufung von Mitgliedern des Aktionärsausschusses

4. Einstellung von Beträgen in die Rücklagen, die die Hälfte des Jahresüberschusses übersteigen

5. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung

6. Auflösung der Gesellschaft (den Kommanditaktionären steht allerdings kein Kündigungsrecht zu)

7. Sonstige Änderungen der Satzung, soweit sie nicht nur die Fassung betreffen (§ 18 Abs. (2))

Die gesetzliche Bestimmung über die Zustimmung der persönlich haftenden Gesellschafter (§ 205 Abs. (2) AktG) bleibt unberührt.

Die Zustimmung bedarf der einfachen Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter.

§ 23. Geschäftsführung und Vertretung durch die Kommanditaktionäre

(1) Hinsichtlich der Ausübung von Rechten der Gesellschaft aus und am Geschäftsanteilen an den Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH sind statt der persönlich haftenden Gesellschafter die Kommanditaktionäre in ihrer Gesamtheit nach Massgabe folgender Bestimmungen geschäftsführungs- und vertretungsbefugt. Die Gesamtheit der Kommanditaktionäre wird in sämtlichen die Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH betreffenden Angelegenheiten durch den Aktionärsausschuß vertreten. Die persönlich haftenden Gesellschafter haben sich der Ausübung von Gesellschaftsrechten in der Hauck & Aufhäuser Geschäftsleitungs GmbH, ins besonders der Ausübung eines Weisungsrechts zu enthalten. Die persönlich haftenden Gesellschafter verpflichten sich, insoweit von ihrer Vertretungsbefugnis allenfalls nach Weisung der Kommanditaktionäre, vertreten durch den Aktionärsausschuß, Gebrauch zu machen.

(2) Der Vorsitzende des Aktionärsausschusses oder sein Stellvertreter nehmen das Auskunfts- und Einsichtsrecht gemäss § 51a des Gesetzes betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung (GmbHG) wahr und berichten hierüber an den Aktionärsausschuß.

IV. Rechnungslegung und Gewinnverwendung

§ 20. Jahresabschluss

(1) Die persönlich haftenden Gesellschafter haben in den ersten drei Monaten des Geschäftsjahres für das vergangene Geschäftsjahr die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und den Anhang (Jahresabschluss) sowie den Lagebericht aufzustellen und den Abschlussprüfern vorzulegen. Unverzüglich nach Eingang des Prüfungsberichtes der Abschlussprüfer

haben die persönlich haftenden Gesellschafter die Abschlussunterlagen, den Prüfungsbericht und den Vorschlag für die Gewinnverwendung dem Aufsichtsrat und dem Aktionärsausschuss vorzulegen.

(2) Der Aufsichtsrat hat die Vorlagen zu prüfen und innerhalb eines Monats nach Zugang dieser Vorlagen seinen Bericht den persönlich haftenden Gesellschafter zuzuleiten. Die Hauptversammlung beschliesst über die Feststellung des Jahresabschlusses mit Zustimmung der Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter und über die Gewinnverwendung innerhalb der ersten acht Monate des folgenden Geschäftsjahres.

§ 25. Rücklagenbildung und Gewinnverwenden

(1) Bei der Feststellung des Jahresabschlusses ist ein Teil des Jahresüberschusses in freie Rücklagen einzustellen. Den entsprechenden Vorschlag unterbreiten die Mehrheit der persönlich haftenden Gesellschafter im Einvernehmen mit der Aktionärsausschuss.

(2) Über die Verwendung des Bilanzgewinnes beschliesst die Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit.

Fassung gem. Beschluss der Sitzung vom Aufsichtsrat und Aktionärsausschuss am 14. Dezember 2012 in München.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 mai 2013. - Relation : LAC/2013/23493. - Reçu douze euros.

Le Receveur (signé): Irène Thill

Référence de publication: 2013068339/793.

(130084421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Arts Vivants a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-1522 Luxembourg, 25, rue Jules Fischer.

R.C.S. Luxembourg F 9.497.

STATUTS

Chapitre 1^{er}. Dénomination, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les membres actifs fondateurs (les «Membres Actifs Fondateurs») et tous ceux qui deviendront membres actifs (ensemble avec les Membres Actifs Fondateurs, les «Membres Actifs») par la suite, une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée, sous la dénomination de ARTS VIVANTS, a.s.b.l.

Art. 2. Le siège de l'association est établi à Luxembourg, 25, rue Jules Fischer, L-1522 Luxembourg.

Art. 3. La durée de l'association est illimitée.

Chapitre 2. Objet

Art. 4. L'association a pour objet de promouvoir les arts de la scène et visuels ainsi que toute autre activité artistique et la diversité culturelle au Grand-Duché de Luxembourg. Son activité principale sera la production de spectacles et d'œuvres visuelles ainsi que la présentation d'œuvres théâtrales.

Chapitre 3. Membres, Admission, Démission, Exclusion, Cotisation

Art. 5. L'association se compose de Membres Actifs et de membres honoraires (ensemble avec les Membres Actifs, les «Membres»). Le nombre minimum des Membres Actifs est fixé à trois. La responsabilité des Membres de l'association sans but lucratif est limitée à leur contribution. Les Membres Actifs ont le droit de vote dans l'Assemblée Générale tel que prévu par les statuts. Les membres honoraires ont le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux débats à titre consultatif.

Art. 6. Le conseil d'administration statue souverainement sur l'admission de nouveaux Membres Actifs qui lui auront présenté par écrit une demande d'admission et déclarent adhérer aux présents statuts. Le titre de membre honoraire s'acquiert par le paiement d'une cotisation annuelle.

Art. 7. L'assemblée générale fixe le taux de cotisation annuelle pour les Membres. La cotisation ne pourra pas dépasser le montant de 150 € pour les Membres Actifs et de 100 € pour les membres honoraires.

Art. 8. Les Membres sont libres de se retirer de l'association en adressant leur démission écrite au conseil d'administration.

Tout administrateur démissionnaire doit cependant continuer à honorer ses engagements envers l'association jusqu'au moment de son remplacement par le conseil d'administration. Il ne peut être libéré que si toutes les obligations qu'il a contractées envers l'association ont été honorées.

Peuvent être exclus les Membres qui agissent à l'encontre des présents statuts ou qui d'une manière quelconque nuisent au bon fonctionnement de l'association. L'exclusion d'un Membre est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix. De même, encourt l'exclusion tout Membre qui ne s'acquitte pas de sa cotisation annuelle endéans les 3 mois qui suivent l'échéance de la cotisation.

Chapitre 4. Organisation et Fonctionnement

Art. 9. Les organes de l'association sont:

1. l'assemblée générale
2. le conseil d'administration

1. l'Assemblée Générale

Art. 10. L'assemblée générale annuelle de tous les Membres est convoquée une fois par an par courrier simple selon les modalités prévues par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Le report éventuel de l'assemblée générale fera l'objet d'une demande écrite au secrétaire 5 jours ouvrables avant la date supposée de l'assemblée générale. Le report fera ensuite l'objet d'une convocation envoyée à chaque Membre les informant de la nouvelle date de l'assemblée et ce, 15 jours ouvrables avant la date prévue.

Chaque Membre Actif peut provoquer une assemblée générale extraordinaire à l'aide d'un courrier adressé au secrétaire. Cette assemblée générale extraordinaire fera alors l'objet d'une convocation préalable envoyée à chaque Membre au minimum 15 jours ouvrés avant la date prévue.

Il sera loisible aux Membres de se faire représenter aux réunions par un autre Membre ou par un tiers moyennant une procuration valable.

L'assemblée générale annuelle fixe les cotisations, élit le conseil d'administration, ses administrateurs et un réviseur de caisse pour une durée de deux ans, discute et approuve les comptes et rapports concernant les activités et les finances.

L'assemblée générale donne décharge au trésorier et au réviseur de caisse.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer que si elle réunit les deux tiers des Membres Actifs. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix des Membres Actifs présents ou représentés. Si le quorum de présence n'est pas atteint à la première assemblée, il peut être convoqué une seconde assemblée qui pourra délibérer quel que soit le nombre des Membres Actifs présents.

L'assemblée générale ne peut toutefois valablement statuer sur les modifications des statuts que si les conditions prévues par l'Article 8 de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée sont remplies.

Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des Membres et des tiers par leur mise à disposition pour inspection et ce gratuitement au siège social de l'association.

2. Le Conseil d'Administration

Art. 11. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 à 7 Membres Actifs. Les membres du conseil d'administration sont élus par l'assemblée générale selon les modalités reprises par l'article 10. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président chaque fois que le réclame l'intérêt de l'association et au moins une fois par an.

Il sera loisible aux membres du conseil d'administration de se faire représenter aux réunions par un autre membre. Le conseil d'administration peut valablement délibérer si au moins 2 de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

La durée du mandat des administrateurs est de 5 ans. Les administrateurs sont rééligibles. Le conseil d'administration nomme en son sein un président, un trésorier et un secrétaire. Des fonctions supplémentaires peuvent être créées par le conseil d'administration.

Sous réserve des pouvoirs réservés par les présents statuts ou la loi à l'assemblée générale, le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires courantes de l'association. Le conseil d'administration représente l'association dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres ou à un tiers moyennant pouvoir spécial. La signature du Président ou du Secrétaire engage valablement l'association.

Le conseil d'administration pourra former un comité d'honneur et confier le titre de membre d'honneur.

Chapitre 5. Exercice social, Règlement des comptes

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de l'année. Par dérogation à ce qui précède, le premier exercice commence le jour de constitution de l'association et se termine le 31 décembre 2013.

Chaque année le conseil d'administration soumet à l'approbation de l'assemblée générale le compte des recettes et dépenses de l'année écoulée, ayant été révisé par le réviseur de caisse. Ainsi que le budget de l'exercice suivant.

Art. 13. Le trésorier est gère les comptes de l'association et ses livres. Toutefois, tout mouvement effectué sur le compte en banque de l'association nécessite la signature du président.

Chapitre 6. Dispositions finales

Art. 14. La dissolution et la liquidation de l'association sont régies par la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Art. 15. En cas de dissolution de l'association, les biens lui appartenant seront transférés à une association ayant un objet analogue ou à une ou plusieurs institutions caritatives. Le choix de l'association ou des institutions caritatives sera voté par l'assemblée générale selon les modalités reprises à l'article 10.

Art. 16. Tous les points qui ne sont pas régis par les présents statuts sont régis par les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Chapitre 7. Membres Actifs Fondateurs

Art. 17.

1. Cecilia Guichart, employée privée, 25 rue Jules Fischer, L-1522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, de nationalité Belge.

2. Astrid Spreitzer, employée privée, 25 rue Jules Fischer, L-1522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, de nationalité Autrichienne.

3. Alyssa Guichart, étudiante, 3, voie des Mines, B-6747 Saint-Léger, Belgique, de nationalité belge.

Approuvé en date du 9 avril 2013.

Cecilia GUICHART / Astrid SPREITZER /
Alyssa GUICHART.

Référence de publication: 2013045901/106.

(130056522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Blackstone Healthcare Europe II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.523.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 3 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 3 janvier 2013.

Francis KESSELER
NOTAIRE

Référence de publication: 2013048315/13.

(130058401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Optimoil Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 146.752.

Il résulte d'un courrier adressé au Conseil d'Administration de la société OPTIMOIL TECHNOLOGIES S.A. que M. Didier CARBONELL a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société avec effet au 5 mars 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Pour extrait conforme
Un Mandataire

Référence de publication: 2013049385/13.

(130060491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.

Schneider Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 158.107.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/04/2013.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2013049443/12.

(130059964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 avril 2013.
